



**FÉRIA DU VÉLO**  
**ROULER EN VILLE**  
 PAGES A6 ET A7  
**HAUT DE GAMME**  
**MADE IN QUÉBEC**  
 SPORTS PAGES 4 ET 5

**À VOS AFFAIRES**  
**TOUT FAIRE SANS RIEN ÉCHAPPER**  
 PAGE 1

**ACTUEL SANTÉ**  
**L'ART DU TAÏ CHI**  
 PAGE 1

# REAGAN S'ÉTEINT



**ALEXANDRE SIROIS**  
 ENVOYÉ SPÉCIAL  
**EN CALIFORNIE**

**SAN DIEGO** – Ronald Reagan, qui a pu se vanter non sans raison d'avoir « changé un monde », s'est éteint hier à l'âge de 93 ans à sa résidence de Bel Air, en Californie.

Quarantième président des États-Unis (1981 à 1989), l'un des plus populaires de l'histoire, il est décédé aux environs de 16 h hier après avoir lutté pendant 10 ans contre la maladie d'Alzheimer. Aucun autre président américain n'aura vécu aussi longtemps. Sa santé s'était encore détériorée au cours des derniers jours. Sa femme, Nancy, ainsi que leurs deux plus jeunes enfants, Patti et Ron, étaient à son chevet au moment de sa mort. Leur autre enfant, Michael, a accouru sur place dès l'annonce de la nouvelle. « C'est un triste jour pour l'Amérique », a déclaré l'actuel prési-

dent américain, George W. Bush, en visite à Paris, lorsqu'il a appris la nouvelle. Il a aussitôt téléphoné à Mme Reagan pour lui offrir ses condoléances. « Ronald Reagan a gagné le respect de l'Amérique avec sa grandeur et a gagné son amour avec sa bonté, a ajouté M. Bush. Il laisse derrière lui une nation qu'il a rétablie et un monde qu'il a aidé à délivrer de la peur. »  
**► Voir REAGAN en A3**  
**AUTRES TEXTES**  
**Un portrait de Ronald Reagan et des réactions en page A3**



PHOTO MIKE SARGENT, AFP  
**Ronald Reagan**

**Harper a le vent en poupe**  
 Selon un sondage, les conservateurs mènent en Ontario  
 GILLES TOUPIN

**SAINT-JEAN, Terre Neuve** – Pour la première fois en 19 ans, les conservateurs mènent sur les libéraux dans la province clé de l'Ontario, selon un sondage. Le premier ministre Paul Martin, s'il ne réussit pas à renverser la tendance actuelle, risque de perdre les élections du 28 juin. M. Martin a réagi avec calme à ces mauvaises nouvelles hier, avant de s'envoler pour participer aux célébrations du 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Normandie, se disant persuadé que les choses allaient changer et que le sondage Ipsos-Reid, rendu public hier par la chaîne CTV et le *Globe and Mail*, ne pouvait être une tendance de fond. « Chaque élection passe par diverses étapes, a expliqué le chef libéral lors de la visite matinale d'une entreprise de haute technologie à Saint-Jean. Nous sommes à la deuxième étape de ces élections, et il y aura une troisième étape vers la fin. Cela se produit à chacune des élections. Nous suivons la voie normale. »

**► Voir HARPER en A10**



PHOTO JEFF MCINTOSH, PC  
 Jordan Leopold, des Flames de Calgary, a l'air bien seul face aux joueurs du Lightning, qui célèbrent leur victoire par la marque de 3 à 2, forçant du coup la tenue d'un septième match, demain, à Tampa Bay. Les détails dans le cahier Sports.

**La Coupe Stanley revient à Calgary... puis repart**  
 YVES BOISVERT

**CALGARY** – La Coupe est venue à Calgary. Et elle en est repartie hier soir. Les Flames, pour qui toute la ville brûle furieusement, ont perdu 3-2, en deuxième période de prolongation. Quand Martin St-Louis, le grand petit joueur du Lightning de Tampa Bay, a marqué après seulement 33 secondes, la foule a complètement figé. Si quelqu'un avait respiré, on l'aurait entendu. Mais personne n'a respiré pendant cinq secondes. Quoi, ils s'étaient tous habillés en rouge pour ça? La Coupe était chez eux, il n'y avait qu'à la cueillir! Les rues étaient même pleines, hier après-midi, de gens un peu pompette qui défilaient avec des coupes en carton, les imprudents. Tout autre sujet est aboli depuis plusieurs semaines, en particulier la campagne électorale, invisible et inexistante. La série est maintenant égale 3-3. Les joueurs se retrouvent en Floride pour le dernier match, demain soir, avec la Coupe. Reviendra-t-elle? La dernière fois, toute la ville s'en souvient, c'était en 1989, quand les Flames avaient battu le Canadien. Mais cette année, la ferveur est encore plus grande.

**► Voir COUPE en A4**

**ÉLECTIONS 2004**  
**PORTRAIT DU SURPRENANT CHEF DES VERTS, JIM HARRIS**  
 PAGE A10  
**LES EXPERTS SE PRONONCENT SUR LES COALITIONS POSSIBLES À OTTAWA**  
 PAGE A11

## Villeneuve n'a jamais reçu d'offres de l'écurie Williams-BMW

Le pilote Québécois rêve toutefois d'un retour en F1... même chez Ferrari

**RÉJEAN TREMBLAY**  
 « Je n'ai jamais mis les pieds chez Williams. Non, je n'ai pas mis les pieds à l'usine. Je ne comprends pas comment on a pu écrire que j'avais passé une journée chez Williams, je n'y suis pas allé. Je n'ai pas d'offre, je n'ai pas eu l'occasion de négocier quoi que soit. Tout comme je n'ai pas de baquets préparés qui m'attendent. Et je n'ai tourné nulle part

même si on a annoncé que j'étais un peu partout », assure Jacques Villeneuve. C'est la première fois que Villeneuve a l'occasion d'informer correctement les fans de Formule 1 du Québec et du monde entier. Et il a profité d'un entretien imprévu de plus de quatre heures à son restaurant vendredi soir pour remettre les pendules à l'heure et pour donner son point de vue sur différents sujets.

C'est un Villeneuve dans une forme top niveau qui s'est entretenu avec *La Presse* alors qu'il partageait sa table avec Ellie Green, sa compagne depuis quelques années. Un Villeneuve musclé et mince comme un fil, prêt à prendre un volant à quelques heures d'avis. « Je m'entraîne tous les jours, de façon très intensive. »

**► Voir VILLENEUVE en A2**

**Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE**  
 « Pour célébrer le Jour J, on va bombarder la Normandie ! »  
 — George W. Bush

**SOMMAIRE**

|                      |             |
|----------------------|-------------|
| Astrologie du jour   | ACTUEL 6    |
| À tire-d'aile        | ACTUEL 8    |
| Bandes dessinées     | ACTUEL 7    |
| Bridge               | ACTUEL 6    |
| Décès                | AFFAIRES 14 |
| Feuilleton           | ACTUEL 7    |
| Forum                | A13 à A15   |
| Horaires télévision  | ARTS 4      |
| La presse d'ailleurs | PLUS 5      |
| Loteries             | A 5         |
| Mots croisés         | ACTUEL 7    |
| Mot mystère          | ACTUEL 6    |
| Observateur          | AFFAIRES 11 |
| Petites annonces     | AFFAIRES 11 |
| Sciences             | A 16        |

**Météo**  
 Ciel variable, maximum 20, minimum 11, plus de détails en page SPORTS 9

2 1924 98765 1

**IMPRESSIO PHOTO NUMÉRIQUE**  
**1 HEURE**  
 sur place par nos techniciens  
**L.L. Lozeau**  
 LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE  
 (514) 274-6577 6224, St-Hubert  
 www.lozeau.com Montréal, Québec

# SUITES DE LA UNE

## DEMAIN DANS LA PRESSE



**Un match entre quatre chauds bolides**  
Les roadsters sont de formidables machines de plaisir, pleines de caractère et faisant référence au passé glorieux de leur marque. Comment préférez-vous le vôtre : gris, bleu, jaune ou rouge ? À moins que votre choix ne dépende plutôt de la noblesse de la mécanique, du raffinement technique... Voici quatre possibilités : Honda S2000, Nissan 350Z, BMW Z4 et Mazdaspeed Miata. Vouloir les départager à partir de critères subjectifs relève de l'utopie. Un match où le soleil brille pour tout le monde. **À lire demain dans le cahier L'Auto**

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



Suivez en direct la finale messieurs de Roland-Garros à 9 h [cyberpresse.ca/tennis](http://cyberpresse.ca/tennis)  
Notre dossier sur le débarquement de Normandie [cyberpresse.ca/normandie](http://cyberpresse.ca/normandie)  
Tout sur la campagne électorale [cyberpresse.ca/elections](http://cyberpresse.ca/elections)

|  |                |
|--|----------------|
| <b>POUR JOINDRE LA PRESSE</b>  |                |
| La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9                   |                |
| ABONNEMENT   | (514) 285-6911 |
| <a href="http://cyberpresse.ca/abonnement">cyberpresse.ca/abonnement</a>     | 1 800 361-7453 |
| PETITES ANNONCES   | (514) 987-8363 |
| <a href="mailto:petitesannonces@lapresse.ca">petitesannonces@lapresse.ca</a> | 1 866 987-8363 |
| DÉCÈS  | (514) 285-6816 |
| <a href="mailto:deces@lapresse.ca">deces@lapresse.ca</a>                     |                |
| CARRIÈRES  | (514) 285-7320 |
| <a href="mailto:carrieres@lapresse.ca">carrieres@lapresse.ca</a>             |                |
| RÉDACTION  | (514) 285-7070 |

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur

# Villeneuve n'a jamais reçu d'offres de l'écurie Williams-BMW

## VILLENEUVE

suite de la page A1

« De plus, j'ai acheté deux casques, ajoute Villeneuve, et je me suis fait préparer deux visières par M<sup>me</sup> Bolle ainsi que deux combinaisons de course blanches. À mes frais. On ne sait jamais ce qui peut arriver. Si on m'appelle, j'ai une condition physique et une préparation qui me permettent de monter dans une voiture de F1 tout de suite », a dit Villeneuve.

Mais alors, comment toutes ces rumeurs et « informations » ont-elles pu circuler sur son compte ? Comment a-t-on pu annoncer sa visite à l'usine Williams, qui aurait duré une journée, selon certains journalistes ?

« Je ne sais pas, je ne comprends pas. On dirait que plusieurs personnes de la Formule 1 ont intérêt à faire circuler mon nom dans les médias. Faut que ce soit ça, sinon, comment expliquer pareil flot de déclarations et de rumeurs ? » demande le pilote québécois.

Il faut séparer le bon grain de l'ivraie. Villeneuve n'est pas allé à l'usine Williams. Il n'a pas eu l'occasion de négocier quoi que ce soit avec Williams, il le confirme. Mais plusieurs dirigeants de la F1 qui parlent et discutent avec Williams soutiennent que Jacques Villeneuve est dans la mire de Sir Frank. Quand on le souligne à Villeneuve, il hausse les épaules en souriant. « Tant mieux, je ne peux qu'espérer », dit-il.

Il n'y a pas que Williams qui intéresserait Villeneuve. Il rêve (un peu) à Ferrari. « Mon père est mort à 32 ans chez Ferrari. J'ai maintenant 33 ans, ça serait comme assurer une continuité », dit-il avec une certaine gravité.

Surtout qu'il a fait la paix avec Michael Schumacher. Les deux hommes se sont battus pendant deux ans pour gagner des courses. Ils sont différents. Tellement différents. Mais Villeneuve, il y a une semaine à Monaco, a discuté avec Schumacher. Et il a senti un profond respect chez l'Allemand. Respect qu'il éprouve aussi pour le

champion du monde. « C'est comme si, tous les deux, nous savions que l'un est capable de pousser l'autre à se surpasser. Je sais maintenant qu'il y a un pont entre nous. Ça ne sera plus pareil », explique Villeneuve.

Il y a plus. Villeneuve a beaucoup appris pendant sa demi-saison sabbatique. Il a beaucoup réfléchi à ce qui se passait chez Ferrari. Comment expliquer une domination qui ne fléchit pas ?

« Ferrari, c'est une famille. Je suis plus proche de Gino Rosato. Nous avons beaucoup discuté. Cette semaine, nous avons voyagé ensemble de Paris à Montréal. Il m'a expliqué comment ça fonctionnait chez Ferrari. (Gino Rosato, de Laval, PQ, est le directeur de la logistique chez Ferrari. C'est également le bras droit de Jean Todt dans le quotidien de l'équipe.) Il n'y a pas de guerre interne. C'est tout pour un et un pour tous. S'il y a des divergences, on les règle entre quatre murs, jamais en public ou devant les concurrents. Tout le monde est d'une loyauté absolue envers l'équipe. Gino est un exemple de cette loyauté qui est forte. »

En fait, Villeneuve est allé plus loin. Il a offert à Rosato de travailler pour lui dès que son retour en F1 sera confirmé. « Je pense que Gino pourrait m'aider à établir une meilleure communication avec les médias et les fans. Mais pourrait-il laisser tomber une carrière de 10 ou 20 ans avec Ferrari pour passer trois ans avec moi ? » se demande Villeneuve.

« J'ai toujours aimé Jacques Villeneuve. Nous sommes des Québécois et c'est normal qu'on établisse des liens privilégiés. Je suis flatté par son offre. Et je réfléchis à tout ça », a précisé Rosato hier après-midi.

On va voir. Faut d'abord que Villeneuve remette les pieds dans une Formule 1.

Et BAR ?  
« Je retournerais chez BAR. Regarde la voiture qu'ils ont ! Cette voiture, je me suis échiné pendant cinq ans à la développer. David Richards a beau avoir tout fait pour me salir, ceux qui connaissent la Formule 1 savent que je l'ai déve-



Jacques Villeneuve a offert au Lavallois Gino Rosato (photo), directeur de la logistique chez Ferrari, de travailler pour lui dès que son retour en F1 sera confirmé.

loppée à force de travail. Par ailleurs, je suis content pour Jenson Button. Peut-être que je n'aurais pas dû parler comme je l'ai fait quand il est arrivé dans l'écurie. Mais quand j'ai parlé, je me basais sur ce qu'il avait fait chez Benetton. Il a beaucoup évolué pendant toute la saison et on ne peut que le respecter pour son travail », explique Villeneuve.

Si on parle tant de Jacques Villeneuve, et pas seulement au Québec, c'est que la F1 a un besoin urgent de personnalités, d'acteurs capables d'allumer un feu quelconque. Il n'y a pas de vrais héros à part Michael Schumacher, qui semble triompher sans gloire et sans péril. Il n'y a plus de pilotes mythiques à la Ayrton Senna ou à la Gilles Villeneuve. Et puis, le travail de développement des voitures semble assuré par des gamins qui ne

s'y connaissent pas. C'est pas compliqué. Qu'on regarde où est rendue la Williams développée par Ralf Schumacher et Juan Pablo Montoya et la BAR développée par Villeneuve et Button. Ce n'est pas un hasard.

Jacques Villeneuve est maintenant un téléspectateur averti. Pour oublier la F1, il s'est défoncé dans des matchs de hockey et des courses de ski. Mais il regarde les Grands Prix à la télé. Et il avoue que même un pilote comme lui n'arrive plus à suivre les stratégies d'arrêts aux puits. Comment voulez-vous que le grand public puisse le faire ?

S'il avait le pouvoir de corriger certaines lacunes de la Formule 1, que ferait-il ?

Il sourit en précisant qu'il ne veut pas être perçu comme un « critiqueur », mais qu'il ne s'agit que de suggestions.  
« Il faut que la voiture retourne

entre les mains du pilote. Il faut bannir toute aide électronique. En retournant aux carburateurs s'il le faut. Présentement, le public a l'impression que n'importe qui peut conduire une F1. L'aide électronique corrige trop les erreurs des pilotes.

« Il faut éviter que la course se joue continuellement dans les arrêts aux puits. On n'a plus de rythme. Moi-même, je ne suis pas capable de suivre le rythme d'une course. Ce ne sont pas les dépassements qui rendent un Grand Prix passionnant, c'est la construction d'une avance ou le rattrapage d'un retard par un pilote grignotant des dixièmes de seconde à chaque tour. Ça, ça passionne le public.

« Il faut remettre du panache dans la Formule 1. Ça viendrait avec le bannissement de toute aide électronique. Le pilotage retrouverait sa signification.

« En fait, la Formule 1 n'a plus besoin de la technologie. Dans le passé, la F1 était un laboratoire pour l'automobile, mais aujourd'hui, n'importe quelle voiture de monsieur Tout-le-Monde peut compter sur la technologie.

« Et puis, je reviendrais, et vite, aux pneus slick. Ça diminuerait la vitesse dans les lignes droites, mais ça permettrait de meilleures bagarres au freinage. »

La gloire est parfois éphémère. Jacques Villeneuve a été sévèrement critiqué au Québec depuis quelques années. Pourtant, on parle d'un champion des 500 Miles d'Indianapolis, de la série CART unifiée, d'un champion du monde de la Formule 1. Est-on trop sévère ? Brûle-t-on ce qu'on a idolâtré ?

Il sourit. « Le Québec est pas si pire. Je ne me plains pas du tout. C'est parfois bien pire ailleurs. Regardez comment les Français ont traité Alain Prost, qui a été quand même quadruple champion du monde et qui a tenté de fonder sa propre écurie ! »

**AUTRE TEXTE**  
La chronique de Réjean Tremblay, page Sports 1

# Du soleil pour le Tour de l'Île

RAYMOND GERVAIS

Les amateurs de vélo qui participeront aujourd'hui au 20<sup>e</sup> Tour de l'Île de Montréal seront gâtés : le temps sera splendide et le soleil au rendez-vous. À 20 degrés, ce sera une magnifique journée pour visiter différents quartiers de Montréal en toute sécurité puisque les voitures ont cédé la place aux vélos dans plusieurs rues de Montréal.

Les automobilistes devront donc s'armer de patience. Il ne sera pas facile de circuler alors qu'un train de 30 000 vélos monopolisera de nombreuses artères. Le Vieux-Montréal et le Plateau Mont-Royal seront particulièrement touchés.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, prendra congé de la campagne référendaire pendant quelques heures pour participer au Tour de l'Île.

Le départ et l'arrivée se feront au parc Laurier.  
Vendredi soir, plus de 8000 cyclistes ont participé à Un Tour la nuit, lequel s'est déroulé sous un ciel magnifique. Le parcours n'était toutefois pas à la portée de tous, selon certains participants qui ont eu chaud en grim pant le mont Royal par le chemin Olmsted. De gros réflecteurs avaient été installés afin d'éclairer la petite route, mais une fois le réflecteur passé, on retombait dans la noirceur la plus totale. Seuls les petits phares avant et les réflecteurs arrière des vélos illuminaient la route.

Mais le parcours à travers le cimetière Notre-Dame-des-Neiges était magnifique, ont dit plusieurs, qui ont hâte à l'an prochain.

# LE 20<sup>e</sup> TOUR DE L'ÎLE aujourd'hui 6 juin 2004

**Fermeture de rues**

Fermeture de 8h45 à 12h15

Fermeture de 8h55 à 13h15

Fermeture de 9h05 à 14h00

Fermeture de 9h15 à 14h45

Fermeture de 9h30 à 15h30

Fermeture de 8h45 à 16h00

Rues ouvertes

Fermeture du samedi 5 juin 19h00 au dimanche 6 juin 18h00

Fermeture de 6h30 à 11h30

Fermeture de 8h45 à 12h00

Fermeture de 9h40 à 16h00

Fermeture de 9h40 à 11h30

Rues ouvertes

**INFORMATION: 514-521-TOUR**  
[www.velo.qc.ca/info-circulation](http://www.velo.qc.ca/info-circulation)

## RONALD REAGAN 1911-2004

## «Un triste jour pour l'Amérique»

Plusieurs chefs d'État ou de gouvernement ont rendu hommage à la mémoire de Ronald Reagan, après l'annonce de sa mort hier à Los Angeles, certains saluant ses qualités d'homme d'État visionnaire, d'autres estimant que l'ancien acteur avait incarné le rêve américain. Voici quelques-unes des déclarations faites hier.

**George W. Bush**  
**président des États-Unis**

« C'est un triste jour pour l'Amérique. (Il laisse derrière lui) une nation qu'il a rétablie et un monde qu'il a aidé à délivrer de la peur. Grâce à son leadership, le monde a quitté une ère de peur et de tyrannie. »

**John Kerry**  
**candidat républicain à la Maison-Blanche**

« Ronald Reagan avait pour son pays un amour contagieux. Même quand il brisait les coeurs des démocrates, il le faisait avec le sourire dans un état d'esprit d'honnêteté et d'ouverture au débat (...). Son exemple nous rappelle que nous devons aller de l'avant avec optimisme et détermination. Il était notre plus vieux président, mais il avait rendu l'Amérique jeune à nouveau. »

**Bill et Hillary Clinton**  
**ancien président américain et sénatrice de l'État de New York**

« (Nous nous souviendrons) toujours de Ronald Reagan pour la manière dont il a personnifié l'indomptable optimisme du peuple américain et pour avoir maintenu l'Amérique à la pointe du combat pour la liberté des peuples partout dans le monde ; il est juste qu'un morceau du mur de Berlin orne l'immeuble Ronald Reagan à Washington. »

**George Bush (père)**  
**ancien président américain**

« Nous avons été des opposants politiques et étions devenus des amis proches. Barbara et moi-même portons le deuil d'un grand président et d'un grand ami. Il pouvait prendre une position et s'y tenir sans provoquer l'amertume ou l'inimitié de la part d'autres personnes. »

**Paul Martin**  
**premier ministre du Canada**

« D'importants changements se sont produits au sein de la relation Canada—États-Unis pendant les deux mandats qu'a remplis le président Reagan, notamment les négociations qui ont mené à la conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (...). Sa vivacité d'esprit, sa chaleur humaine et ses dons de communication uniques ont contribué à faire de lui l'un des personnages les plus influents de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. »

**Brian Mulroney**  
**ex-premier ministre canadien**

« Ronald Reagan a orchestré de grands changements dans nos vies. On lui doit, notamment, la victoire dans la guerre froide qui a mené à la chute de l'Union soviétique. C'est avec lui que j'ai négocié l'Accord de libre-échange nord-américain (...) qui a relevé la prospérité du Canada. »

**Margaret Thatcher**  
**ex-première ministre britannique**

« Le président Reagan était l'un de mes plus proches amis politiques et l'un de mes plus chers amis personnels. Il sera regretté non seulement par ceux qui le connaissaient, non seulement par la nation qu'il a servie si fièrement et qu'il aimait si profondément, mais aussi par les millions d'hommes et de femmes qui vivent aujourd'hui dans la liberté grâce à la politique qu'il a menée. »

**Tony Blair**  
**premier ministre britannique**

« Dans son pays, sa vision et sa manière de diriger ont restauré la confiance en soi de la nation et apporté des changements importants à la politique américaine, tandis qu'à l'étranger, les négociations d'accords sur les contrôles d'armes lors de son second mandat et la recherche de relations plus stables avec la Russie ont contribué à mettre fin à la guerre froide. »

**Jacques Chirac**  
**président français**

« (Je tiens) à saluer la mémoire d'un grand homme d'État qui, par la force de ses convictions et son engagement en faveur de la démocratie, laissera une marque profonde dans l'histoire. »

**Rudolph Giuliani**  
**ex-maire de New York**

« Il a changé le monde politique européen, et il a réaffirmé les droits de l'individu. Je ne peux imaginer un homme qui ait apporté une plus grande contribution que Ronald Reagan. »

## L'incarnation du rêve américain

ASSOCIATED PRESS

PARIS — Commentateur radio, acteur, gouverneur, président, Ronald Reagan, véritable symbole du parti républicain et du rêve américain, s'est éteint hier à l'âge de 93 ans, après avoir lutté pendant une dizaine d'années contre la maladie d'Alzheimer.

Arrivé à la Maison-Blanche en 1980, victorieux face au président sortant Jimmy Carter, il devenait le 40<sup>e</sup> président des États-Unis, marquant l'histoire des années 80.

Pourtant pour ses détracteurs, le premier président américain à avoir accompli deux mandats complets depuis Dwight Eisenhower ne fut jamais qu'un « acteur à la Maison-Blanche », réputé pour sa faible capacité de travail et ses abondantes délégations de pouvoir.

Pour ses partisans en revanche, celui qui fut, à presque 70 ans, le plus vieux président américain lors de son entrée en fonction, restera l'un des plus grand dirigeants de l'Amérique.

La grande chance de Ronald Reagan fut d'arriver au bon moment. Après les scandales de la présidence Nixon et le traumatisme du Vietnam, l'Amérique s'était offerte entre 1976 et 1980, avec Jimmy Carter, une présidence moraliste. Mais celle-ci fut marquée par la crise économique, l'affaiblissement international du pays, l'expansion soviétique, et l'humiliation de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran.

Et voici qu'à des Américains frustrés, le candidat Ronald Reagan parlait de retour aux valeurs traditionnelles qui firent, selon la mythologie américaine, la force du pays. Discours repris lors de sa seconde campagne électorale : « *America is back* » (« L'Amérique est de retour »).

De fait, en politique étrangère, la présidence Reagan aura été marquée par un net renforcement de la puissance militaire américaine et par une évolution surprenante des relations avec l'URSS.

Élu dans une période de retour à la guerre froide après l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, celui qui, au début de son premier mandat, qualifiait l'URSS d'« Empire du Mal » et réarmait l'Amérique, allait durant ses quatre dernières années au pouvoir, se lancer dans de grandes négociations de désarmement.

Celles-ci aboutissaient en décembre

Mais l'homme était aussi l'incarnation du patriotisme et du rêve américain de réussite individuelle, celui du « *self-made man* ».

**Une enfance à la Tom Sawyer**

Né le 6 février 1911 à Tampico, une petite ville de l'Illinois, Ronald est le plus jeune des deux fils de Nelle et John Reagan, un modeste cordonnier porté sur la boisson. La plus grande partie de sa jeunesse se déroule à Dixon, dans le même État, dans un milieu qu'il décria comme proche de celui de Tom Sawyer et d'autres héros de Mark Twain : forêts, aventure, pêche, chasse et camaraderie.

## C'est la vague anticommuniste de l'après-guerre, au temps du maccarthysme, qui va mener progressivement l'acteur à la politique : il participe à la « chasse aux sorcières » dans le milieu du cinéma.

1987 au fameux traité de Washington, premier texte de véritable désarmement nucléaire. Pour négocier en position de force, Ronald Reagan entreprit un grand programme de désarmement et lança en 1983 son Initiative de défense stratégique (IDS, aussi connu sous le nom de « guerre des étoiles »).

Au même moment, il défiait devant le mur de Berlin le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev : « Si vous cherchez la paix, si vous cherchez la prospérité pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, (...) brisez ce mur ».

Deux ans plus tard, quelques mois après que Ronald Reagan eut quitté la Maison-Blanche, le mur de Berlin, symbole de la guerre froide et de l'empire soviétique, tombait.

Après des études axées sur la sociologie, l'économie et le théâtre, il commence une carrière de commentateur sportif à la radio, où il révèle des talents de « grand communicateur ». Dès 1937, on le voit apparaître dans des publicités télévisées, avant qu'il n'embrasse une carrière d'acteur. Au total, Ronald Reagan joua dans 53 films, pour la plupart des « séries B ».

C'est la vague anticommuniste de l'après-guerre, au temps du maccarthysme, qui va mener progressivement l'acteur à la politique : il participe à la « chasse aux sorcières » dans le milieu du cinéma, et rencontre Nancy Davis, qu'il épouse en mars 1952 après l'avoir lavée des soupçons de communisme. Entre 1940 et 1948,



Élu dans une période de retour à la guerre froide, celui qui, au début de son premier mandat, qualifiait l'URSS d'« Empire du Mal », allait durant ses quatre dernières années au pouvoir, se lancer dans de grandes négociations de désarmement. On le voit ici avec sa femme, Nancy, en 1984.

## Un incorrigible gaffeur

ASSOCIATED PRESS

LOS ANGELES — Bien que surnommé le « grand communicateur », le président Ronald Reagan, mort hier, était aussi le roi des gaffes, les siennes n'ayant heureusement jamais eu de graves conséquences.

Les Américains n'ont pas oublié le 11 août 1984, lorsque le chef de l'État, qui se préparait à un discours radiodiffusé dans son ranch de Santa Barbara en Californie, a déclaré, sans réaliser que les micros étaient déjà ouverts : « Chers compatriotes, je suis heureux de vous annoncer que je viens de signer un décret prévoyant d'effacer l'Union soviétique de la car-

te pour toujours. Nous commencerons le bombardement d'ici cinq minutes. »

Malheureusement pour lui, le message fut diffusé sur les ondes.

Deux ans plus tôt, il s'était déjà fait remarquer lors d'un dîner offert en son honneur à Brasilia, où il avait porté un toast au « peuple bolivien ». Se rendant compte de son lapsus, il avait tenté sans succès de se rattraper. « C'est là où je me rends ensuite », avait-il dit.

Pas de chance : Brasilia se trouve au Brésil et sa tournée le menait ensuite en Colombie, au Costa Rica et au Honduras.

En 1980, voulant contrer le prési-

dent sortant Jimmy Carter dans le domaine de l'environnement, l'ancien acteur avait affirmé que « les arbres provoquent plus de pollution que les automobiles ». Sa déclaration avait poussé des étudiants à demander de façon sarcastique un programme gouvernemental de déboisement.

Ces gaffes ont souvent été expliquées par l'âge de Reagan, élu pour la première fois à 69 ans. Il était connu pour dormir durant les réunions de son administration et avait même fait un petit somme lors d'une entrevue avec le pape Jean-Paul II.

Le président tentait de sortir de ces situations embarrassantes avec son sens de l'humour, en tirant partie de sa vieillesse.

« Je ne vais pas faire de l'âge un thème de campagne. Je ne vais pas exploiter la jeunesse et l'inexpérience de mon rival à des fins politiques »,

a-t-il dit en plaisantant lors d'un débat avant sa réélection en 1984, face au candidat démocrate Walter Mondale.

L'ancien président n'était pas doué non plus pour se rappeler les noms. Il a appelé la princesse Diana « Princesse David » et a dit de son prédécesseur Gerald Ford qu'il était « communiste » alors qu'il voulait dire membre du Congrès.

Répondant aux critiques en 1980 après avoir confondu « dépression » et « récession », Reagan a affirmé en public : « On m'a dit que je ne pouvais pas utiliser le mot dépression. Je vais vous donner la définition. Une récession c'est quand votre voisin a perdu son emploi et une dépression c'est quand vous perdez le vôtre. La reprise, c'est quand Jimmy Carter perd son poste ».

## Ronald Reagan s'éteint à 93 ans

## REAGAN

suite de la page A1

Ronald Reagan avait annoncé en novembre 1994 qu'il souffrait de la maladie d'Alzheimer. Il avait ensuite cessé ses apparitions publiques. En décembre dernier, sa fille avait indiqué qu'il ne pouvait plus parler ni se nourrir et qu'il ne reconnaissait plus les membres de sa famille.

Le corps de Reagan sera exposé au cours des prochains jours dans sa bibliothèque présidentielle, à Simi Valley, au nord de Los Angeles. Il sera ensuite transféré au Capitole, à Washington. C'est dans la capitale amé-

ricaine qu'auront lieu les funérailles nationales, là où il avait failli succomber à une tentative d'assassinat en mars 1981.

L'ascension de Reagan, né le 6 février 1911 à Tampico (Illinois) et élevé par un père alcoolique et une mère puritaine, aura fait de lui la personnification du rêve américain. Après avoir été journaliste sportif, acteur et gouverneur de Californie, il s'est emparé de la Maison-Blanche en battant Jimmy Carter, devenant le plus vieux politicien jamais élu à la tête des États-Unis. La présidence aura été son meilleur rôle.

Après avoir qualifié l'Union soviétique d'empire du mal et parié sur la

faiblesse de ce pays, il s'est rapproché de Mikhaïl Gorbatchev. Sa stratégie globale aura contribué à mettre fin à la guerre froide. « Nous voulions changer une nation, et nous avons changé un monde », a-t-il dit lors de son dernier discours officiel, en janvier 1989.

Il s'était aussi fixé l'objectif de redonner leur fierté aux Américains, mis à l'épreuve par la guerre du Vietnam, le scandale du Watergate et la crise des otages en Iran. « L'Amérique est de retour », avait-il déclaré, convaincant. On le surprenait d'ailleurs le « grand communicateur ».

Reagan a cependant été rattrapé par l'Iran. En 1986, une opération de vente d'armes à l'Iran, dont les recettes étaient utilisées pour financer la guérilla au Nicaragua, a été mise au jour. Malgré ce qu'on a baptisé

l'Irangible, Reagan a quitté son poste de chef d'État avec un taux d'approbation exceptionnel en 1989, lorsque George Bush père lui a succédé.

Président républicain, Reagan avait réussi à séduire bon nombre de démocrates. « Ronald Reagan avait pour son pays un amour contagieux. Même quand il brisait les coeurs des démocrates, il le faisait avec le sourire dans un état d'esprit d'honnêteté et d'ouverture au débat », a déclaré hier l'aspirant démocrate à la Maison-Blanche, John Kerry.

« Il était un grand patriote américain, a pour sa part déclaré le gouverneur californien, Arnold Schwarzenegger. Il était un héros pour moi. »

Avec AFP et AP

## ACTUALITÉS

## La Coupe revient à Calgary... et repart

## COUPE

suite de la page A1

Lors des matchs de 1989, même ceux de la finale, le Saddledome n'avait même pas fait salle comble. Hier, ils étaient 19 221, à peu près tous habillés en rouge — quelques originaux avaient la version blanche du chandail de l'équipe. Balayer du regard cette foule parfaitement uniforme était assez hallucinant.

Pendant toute la journée, la fête s'organisait. Les chiropraticiens, les pharmaciens, les restaurateurs, pas un commerçant en ville n'avait pas le logo des Flames affiché. Un patron de bistro m'a montré confidentiellement, vendredi soir, la demi-douzaine de chandails des Flames qu'il avait achetés pour ses employés pour qu'ils les portent hier soir.

À 13h, sur la grande place du party, la désormais mythique 17<sup>e</sup> Avenue, celle des bars, des restos et des terrasses, la foule commençait à s'amener. La rue est fermée à la circulation sur 1 mille après les matchs, et on a baptisé l'endroit le *red mile*.

À l'heure du midi, déjà, les gens faisaient la file par dizaines devant les bars de la rue, uniquement pour

obtenir une place pour le match, cinq heures plus tard. Une foule jeune et bruyante, qui commençait déjà à se réchauffer à la bière.

Vers 14h, la circulation commençait à être pénible. Ça klaxonne, ça crie, ça trompette. Il y a des drapeaux partout, les voitures sont décorées, il y a même plusieurs présomptueux qui se sont fabriqués une petite Coupe Stanley en papier d'aluminium...

Si l'on suit la 17<sup>e</sup> jusqu'au bout, on arrive au temple des Flames, le Saddledome, cet édifice qui, comme son nom l'indique, a la forme d'une selle de cow-boy. Il est en plein centre-ville, dans le complexe où a lieu le Stampede de Calgary. Ici, l'amphithéâtre ne porte pas le nom d'une brasserie ou d'une société de communication, mais de Pengrowth, un trust spécialisé dans l'industrie pétrolière et gazière.

Juste à côté du Saddledome, sur le terrain du Stampede, on est en train d'installer l'équipement pour le Global Petroleum Show, sorte de grand salon du pétrole, qui va à lui seul emplir tous les hôtels de la ville dès demain. On pourra y admirer les derniers modèles de foreuses et de pompes de toutes sortes et de toutes

les couleurs.

Hockey, pétrole et rodéo : il n'y a pas de doute, on ne peut être qu'à Calgary.

La foule continue de s'agglutiner dans les environs. Ça coule à flot... La nuit sera chaude et longue, à ce qu'il paraît.

Jeudi, 17 personnes ont été arrêtées par la police, alors que le match se déroulait à Tampa Bay. On avait installé des écrans géants et plus de 17 000 personnes se sont rendues au Saddeldome pour regarder le match à la télé!

Quand les Flames ont gagné en prolongation, la fête a pris un peu trop fort sur la 17<sup>e</sup>. Il y a eu une petite bagarre mais surtout plein de gens très, très saouls qui gueulaient et qui pissaient un peu partout. La police en a emmené quelques-uns dégriser ailleurs. Les journaux ont critiqué le manque de toilettes publiques et, bien entendu, de savoir-vivre.

Si c'est comme ça un soir de cinquième match à l'étranger, imaginez un match potentiel de Coupe Stanley... Plusieurs imaginaient des émeutes dans le goût de ce qu'on a connu à Montréal lors des deux der-

nières Coupes, mais à combien d'autres endroits aussi.

Le chef de police ne s'en fait pas. Il s'agit d'une « atmosphère festive », tout simplement, et il y a lieu d'être confiant, disait-il jeudi. Comme il faut être un peu prudent, on a malgré tout invité des policiers d'Edmonton et de la GRC en renfort pour permettre à la ville de déployer un nombre record de policiers.

Pensez-vous, dans ce décor, qu'une seule personne parle de la campagne électorale en ce moment à Calgary? On cherche les pancartes. La ville est absorbée par une seule et vaste passion.

Dans le bureau de campagne du conservateur Lee Richardson, dans Calgary South West, le grand calendrier mural est marqué de plusieurs taches rouges : ce sont les jours de match des Flames. Ces jours-là, pas de porte-à-porte, pas de téléphones le soir. Aussi bien dire pas de campagne. « Les gens auraient été furieux si on était allés les déranger! » dit Neil Hughes, le directeur de la campagne de Richardson. « Ça devient difficile de faire monter l'énergie : des jours, on fait campagne, des jours non... Personne n'a la tête à la politique en ce moment. »

Mais quoi qu'on en pense, cette série a aussi un sens politique. L'entraîneur des Flames, Darryl Sutter, a af-

firmé à mots (mal) couverts lundi que la Ligue nationale voulait éviter que les Flames, une équipe canadienne, dans un petit marché en plus, remporte la Coupe Stanley — la dernière, c'était le Canadien, en 1993. Il laissait entendre que l'arbitrage était hostile à son équipe. Même menacé d'une amende de 100 000 \$, il n'a pas retiré ou « précisé » ses paroles.

De fait, cette série n'est pas une bonne affaire pour la LNH, qui est un sport mineur aux États-Unis, où sont situées 24 des 30 équipes. Les cotes d'écoute touchent le fond du baril cette année aux États-Unis tandis qu'au Canada, l'écoute est quasi à un taux record.

Le rapatriement du sport national est donc un grand thème de la série, et tous les amateurs de hockey ici vous en parlent. « Si on gagne, j'a hâte de voir la tête de (Gary) Bettman (président de la LNH)! » me disait hier un des 19 221 fans en rouge.

Ajoutez que cette équipe dispose d'un budget assez petit, qu'elle accumule les dettes depuis des années et qu'elle a failli déménager... et vous avez en prime l'espoir d'une revanche, même d'une leçon de choses aux Américains, une joie qu'on ne boudera quand même pas.

Un million de personnes ici avaient seulement commencé un peu trop vite à se réjouir...

## CÉLÉBRITÉS...



## 60e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE

Benoit et Claire Downing

Chers parents, votre amour nous a donné la vie qui nous comble sans limite.

Tendresse de vos enfants, Bob, Diane, Daniel et Annette

SINCÈRES FÉLICITATIONS À  
Élise et Paul Charbonneau  
50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE

(5 juin 1954)

Paul retraité de "La Presse" après 50 années de service. De vos enfants et petits-enfants qui vous aiment.



Rosina Aubin Piché de Ferme-Neuve qui a eu "101 ANS" le 29 avril 2004

## BONNE FÊTE GRAND-MAMAN ET BRAVO!

Nous t'aimons tous. De tes 15 enfants, 88 petits-enfants, 209 arrière-petits-enfants, 57 arrière-arrière-petits enfants

BONNE FÊTE  
GRAND-MAMAN GEMMA

À la meilleure des grands-mamans pour ses "70 ans"

Bises et tendresse Arnaud, Isaac et Alexis



## DANIEL CANTIN

Félicitations pour l'obtention de ton Doctorat en "Médecine dentaire" avec tout le panache qui te caractérise. Nous sommes très fiers de toi! Tes parents et ton frère Philippe

BONNE  
RETRAITEClaude Martin  
Fernande Alloï  
Normand Dubeau  
Denis Jetté  
Jean LavioletteLe syndicat des professeurs  
du Collège Jean-Eudes

## Le prix de la guerre à Bény-sur-Mer



ANDRÉ DUCHESNE

ENVOYÉ SPÉCIAL  
EN NORMANDIE

BÉNY-SUR-MER — James Moffatt circulait tout seul dans une rangée de tombes, les mains dans le dos, lisant les uns après les autres les noms de ses camarades morts dans les champs de Normandie : V.J. MacKenzie, 21 ans, du régiment Royal Canadian Artillery ; A. Wilkinson, 20 ans, des Nova Scotia Highlanders ; G.S. Rice, 29 ans, des Fusiliers de Sherbrooke...

Ils étaient des centaines comme lui réunis hier au cimetière militaire canadien de Bény-sur-Mer. Pourtant, ils étaient souvent bien seuls au milieu de la foule, entre les rangées de petites pierres blanches portant les noms des 2048 soldats reposant ici. Comme si, dans la cohue de cette cérémonie de reconnaissance à leurs camarades, ils avaient besoin d'un peu de recul.

Ils déambulaient lentement, plusieurs s'appuyant sur une canne, d'autres poussant une marchette, trop orgueilleux pour s'arrêter à l'ombre quelques instants. Ils portaient leur costume de cérémonie : baret du régiment et cravate réglementaire.

Leurs vestons étaient bardés de médailles, d'épinglettes et de coquelicots du jour du Souvenir. Ils avaient un petit drapeau canadien dépassant de la poche de leur veston et, dans les mains, d'autres qu'ils plantaient de temps à autres dans la terre, au hasard de leur promenade.

M. Moffatt, 80 ans, débarqué à Graye-sur-Mer avec le 13<sup>e</sup> Régiment d'artillerie, cherchait ses mots pour raconter ce qu'il ressentait d'être ici pour la première fois en 60 ans. « J'aurais voulu participer au 50<sup>e</sup>, mais ma femme était malade. Maintenant, elle est décédée. Je suis venu tout seul. Je ne sais pas trop comment je vais réagir tout à l'heure », racontait-il à *La Presse* quelques minutes avant le début de la cérémonie. Y participaient la gouverneure générale, Adrienne Clarkson, le premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, le chef d'état-major de l'armée canadienne, le général Ray Henault, et plusieurs autres dignitaires.

Arthur Boon, 79 ans, était accompagné de son fils aîné, Arthur. Il a pris le temps de se recueillir sur la

tombe d'un de ses bons amis, Joe Eccleston, de Kitchener.

« C'est ma douzième visite d'après-guerre. La première fois, en 1944, mon voyage ne m'a rien coûté et je n'avais pas besoin de passeport. Après, oui », blague-t-il. Plus sérieusement, il ajoute : « Je trouve important de faire visiter cet endroit à mes deux fils. Si tous les Canadiens venaient ici une fois, ils sauraient ce qu'est le prix de la guerre. »

Le ministre canadien des Anciens combattants, John McCallum, a tenu des propos semblables un peu plus tard : « Les Canadiens de ma génération n'ont qu'une compréhension théorique de la nature de la guerre. (...) Ici, à Bény-sur-Mer, on voit le prix de la guerre dans sa forme la plus tragique », a-t-il déclaré.

Le premier ministre Raffarin a de son côté dit avoir une pensée pour chacun des soldats qui ont servi la cause de la liberté : « Les Français savent ce qu'ils doivent aux enfants du Canada. »

La cérémonie, avec tout le décorum propre à ce genre d'événement — défilé des dignitaires sous les drapeaux, airs militaires à la corne-muse, dépôt de gerbes de fleurs — a visiblement plu aux participants en dépit du bruit provoqué par les fréquents passages des hélicoptères.

*La Presse* a aussi croisé l'ancien maire de Longueuil, Marcel Robidas, 80 ans, bras dessus, bras dessous avec sa femme, Renée Lacour, 76 ans, et leur grande amie française, Marie-Madeleine Flipot, 65 ans. M. Robidas a débarqué en Belgique à la fin de 1944. Par l'intermédiaire d'un de ses amis qui avait fait la campagne normande, il a rencontré Renée, charmante Française de Lasson, petite bourgade entre Bayeux et Caen, qu'il a épousée en 1946. Le mariage a été béni par Fernand Flipot, maire de la ville et père de Marie-Madeleine. Les Robidas ont eu 14 enfants.

Au contraire de M. Robidas, plusieurs anciens combattants sont venus seuls. Comme Henry Greenwood, 80 ans, de West Vancouver, signaleur dans un dragueur de mines, qui, la nuit du 6 juin, ouvrait la voie à l'armada alliée traversant la Manche. À l'occasion de ce premier retour en Normandie, il a fait une heureuse rencontre dans le train Paris-Bayeux. « Une jeune militaire française a vu le drapeau sur mon sac et a vite compris que j'étais un ancien combattant, raconte-t-il. Alors, elle a tout fait pour me faciliter la tâche. Elle m'a même rappelé hier pour savoir si tout allait bien. »

Au total, environ 5000 soldats canadiens sont morts au cours de la bataille de Normandie, qui, à la suite du Débarquement allié, a duré 80 jours. La reconnaissance envers eux demeure totale.

**VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER?**

*Soulignez-le!*

**LA PRESSE**

tous les dimanches dans *La Presse*

Composez le (514) 285-7274

appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363

CETTE SEMAINE: le jardin d'eau ■ INVITÉ : Germain Houde

**Jardins** LES DIMANCHES 14h

**ici** Radio-Canada

www.radio-canada.ca/jardins

# La vengeance de l'électeur



**STÉPHANE LAPORTE**  
**CHRONIQUE**  
 COLLABORATION SPÉCIALE  
 stephane@stephanelaporte.com

Vous n'êtes pas faciles à suivre. Peut-être parce que vous ne savez pas où vous allez. Paul Martin, c'était le Bon Dieu. Y était parfait. Beau, grand, intelligent, proche des Québécois et du reste of the Canada. Le premier ministre idéal. Jean Chrétien venait à peine d'être réélu qu'il fallait qu'il s'en aille, qu'il déguerpisse pour laisser la place à son Flipper, à son dauphin. Ouste, Ti-Jean! Vous veniez de lui confier un mandat de quatre ans, mais fallait qu'il sacre son camp sur-le-champ, en courant! Vous aviez trop envie de Paul Martin. Chrétien l'a pas trouvée facile. Être tassé par son propre parti. Mais il n'avait pas le choix. Le peuple voulait Martin. Comme Juliette voulait Roméo.

Alors Jean est parti. Putsch! Il a disparu. Et Martin est arrivé. Heureux d'être content. Prêt à vivre sa belle histoire d'amour avec le Canada.

Le problème, c'est que l'électeur est « agace ». Il jette son dévolu sur quelqu'un, il lui monte la tête, il lui fait plein de promesses, il lui envoie des douzaines de sondages roses. Et puis quand le candidat, tout excité, s'offre, l'électeur n'en veut plus. Aussitôt que Paul Martin est devenu chef du PLC, on s'est mis à jouer les saintes nitouches. Finalement, Paul Martin n'est pas si beau que ça. Il a la peau pendante, un peu. Il est grand, mais il est gros aussi. Pis intelligent, on n'est plus certain. Finalement, on était bien avec Chrétien.

L'électeur est cruel. Pauvre petit Paul. Il peut bien avoir des grands yeux d'épagneul tout tristes. Il était si sûr de son coup. On l'attendait comme le Messie. Ces élections devaient être son couronnement. Une nuit de noces torride entre lui et la population canadienne. Mais la mariée est en train de changer d'idée. Harper est pas laite. Peut-être qu'il embrasse bien. Même s'il est Anglais! Ou l'on va peut-être se donner à Martin, mais en minorité. Ça veut dire avoir le droit de voir son amant de temps en

temps. Peut-être même de renverser le mari, après un an, un an et demi.

C'est pas la première fois que l'électeur agit de la sorte. Pensez au pauvre Jean Charest. Jean Charest avait un rêve. Un seul. Devenir premier ministre du Canada. Être le maître des Appalaches et des Rocheuses. Mais à un moment donné, l'électeur québécois est tombé en amour avec lui. On ne voulait plus rien savoir de Daniel Johnson à la tête du PLQ. Ça prenait Charest et personne d'autre. C'est pas grave, s'il était bleu, on allait le faire rougir. Si Charest s'en venait au provincial, on lui donnait tout. La popularité et le pouvoir. On le trouvait beau, fin et intelligent. On trouvait même qu'il avait de beaux cheveux. Charest a renoncé à son *canadian dream*. Et il est venu aux secours de la veuve et de l'orphelin québécois. Aussitôt qu'il est devenu le chef du PLQ, on a pris nos distances. Finalement, il est pata-pouf. Pis il a de bien drôles de cheveux. On s'est mis à le critiquer. Et à vouloir divorcer avant même d'avoir consommé. Pauvre ti-Jean numéro deux! Il a quitté Ottawa pour se retrouver chef de l'opposition à Québec. Il a fallu qu'il nous fasse la cour durant quatre ans, qu'il promette

plein d'affaires de fous comme les défusions pour finalement être élu. Et dire que le Québec était censé être à ses genoux. Le pire, c'est lorsqu'il regarde Stephen Harper, il doit se dire que, s'il n'avait pas écouté le chant des sirènes en 1998, il serait à trois semaines de devenir premier ministre du Canada. De réaliser son rêve. Et il mangerait avec le président Bush au lieu de manger avec le maire Tremblay.

Pourquoi sommes-nous comme ça? Pourquoi jetons-nous notre dévolu sur un leader pour dégonfler sa ballonne aussitôt que celui-ci répond à notre appel? Lisez tous les sondages des dernières années, si Paul Martin devenait chef du Parti libéral, il était porté au pouvoir avec une majorité écrasante. Paul Martin est devenu chef du parti libéral et il va probablement prendre le pouvoir avec une minorité écrasée. Au fond, l'électeur se venge. Il est comme cette amoureuse mère qui se venge de ses aventures malheureuses en maltraitant ses nouveaux amants. Il y a tellement de politiciens qui ont trompé les électeurs que, maintenant, les électeurs trompent les politiciens.

On a monté un bateau à Paul Martin. On a monté un bateau à Jean

Charest. On a même monté un bateau à Mario Dumont. Faut le faire! Faut vraiment être sadique. Pauvre tippit! Il a même pas le nombril sec encore. Durant 10 mois, on lui a fait croire qu'il allait devenir le prochain premier ministre du Québec. Il était tout excité, comme un pubère découvrant les joies du corps. Il menait dans les sondages. Il remportait toutes les partielles. Tout pour l'amener au bord de l'extase. Et quand les élections sont arrivées... Pouet! Pouet! C'était une farce. Il ne s'en est pas remis encore.

Mettez-vous à la place de Paul Martin si, le 28 juin, Stephen Harper devient le premier ministre du Canada. Il ne s'en remettra pas non plus. Il était bien. Il était millionnaire. Il avait plein de navires dans le Sud. Il n'avait pas besoin d'être humilié publiquement. Avez-vous pensé à quel point Jean Chrétien va rire de lui? Peut-être même va-t-il revenir lui ravir son poste. Les militants libéraux sont sans pitié avec les chefs qui perdent les élections. Ils sont même sans pitié avec ceux qui les gagnent.

Mais on ne s'émouvra pas longtemps sur le sort du beau Paul. Après tout, les politiciens ont les électeurs qu'ils méritent.

## Banque Royale: le retard quasi rattrapé

RAYMOND GERVAIS

Les différentes succursales de la Banque Royale du Canada qui ont ouvert leurs portes hier afin de répondre aux besoins de leur clientèle ont été fort occupées. Raymond Chouinard, du bureau des Affaires publiques à la RBC, a expliqué qu'il y a eu un achalandage régulier et soutenu, mais sans longue file d'attente.

La Banque Royale a réussi à combler une bonne partie du retard accumulé sur les transactions depuis lundi dernier. Hier, on avait réussi à

recueillir toutes les données relatives aux transactions de vendredi. Elles étaient en traitement hier et le travail va se poursuivre 24 heures sur 24.

La haute direction de la RBC prévoit que l'essentiel du retard sera comblé pour demain. « Il en restera peut-être un mince pourcentage, mais le gros du travail aura été fait », a indiqué M. Chouinard.

Normalement, tous les clients de la Banque dont le chèque de paye a été déposé la semaine dernière devraient pouvoir accéder à leurs fonds et obtenir un relevé de toutes les opérations.

S'il y avait des exceptions, ce que la Banque n'écarte pas, l'institution financière a adopté une politique d'avance de fonds sans intérêts ni frais de service pour ses clients qui n'ont pu toucher leur paie. Cette politique, mise en vigueur jeudi, demeurera jusqu'à ce que la situation se régularise. Afin de répondre à ses clients, la RBC avait affecté hier du personnel supplémentaire dans toutes ses succursales.

Selon M. Chouinard, le témoignage des clients démontre qu'ils sont en majorité satisfaits des services reçus.

## Deux poursuites policières font des blessés

CAROLINE TOUZIN

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) enquête sur deux poursuites policières impliquant la Sûreté du Québec (SQ) et qui se sont déroulées dans les Laurentides et dans Lanaudière, dans la nuit de vendredi.

La politique ministérielle ordonne que lorsqu'un corps policier est impliqué dans un événement causant le décès d'un citoyen ou des blessures graves, l'enquête soit confiée à un autre corps de police.

À 23 h 16, un appel a été fait au 911 concernant la séquestration de trois personnes dans une résidence de Sainte-Anne-des-Lacs, dans les Laurentides.

Arrivés sur les lieux, des agents de Rivière-du-Nord ont pris en chasse un véhicule où se trouvaient trois suspects. À la hauteur de Saint-Jérôme, sur l'Autoroute 15, des coups de feu ont été échangés, atteignant un des policiers, âgé de 34 ans. Il a perdu un doigt et a subi plusieurs fractures aux deux mains.

La police de Saint-Jérôme et la SQ ont été appelées en renfort. Le nombre de véhicules impliqués n'a pas encore été déterminé par le SPVM.

Les suspects ont finalement perdu la maîtrise de leur véhicule à Sainte-Sophie, rue Val-des-Lacs, où ils ont percuté un arbre. Deux d'entre eux, possiblement armés, se sont enfuis à pied. Le conducteur de 41 ans, resté coincé dans le véhicule, a été appré-

hendé par la police, puis transporté dans un centre hospitalier pour subir une opération aux deux jambes. Il pourrait faire face à plusieurs chefs d'accusation, dont tentative de meurtre. La SQ recherchait toujours hier soir les deux suspects à l'aide d'un hélicoptère et d'un maître-chien.

La deuxième enquête concerne une poursuite entamée cette fois-ci à Saint-Lin, dans Lanaudière, à une quinzaine de kilomètres de Sainte-Sophie. Environ deux heures après la première poursuite, des policiers de la SQ ont tenté d'intercepter un véhicule dont le conducteur avait refusé de s'immobiliser, sur la route 158.

La poursuite n'a duré que quelques minutes. Après avoir perdu la maîtrise de sa voiture, le conducteur de 28 ans a été éjecté du véhicule, qui a terminé sa route dans le lac Lapalme. L'homme a été transporté dans un centre hospitalier, où son état est considéré comme critique. Il souffre d'une commotion cérébrale grave.

« On traite les deux événements de façon distincte, mais à cause de la proximité géographique et du peu de temps qui les sépare, on n'écarte pas la possibilité qu'ils soient liés », a dit l'agente Lynne Labelle, du SPVM.

## Visite gratuite du Sedna IV



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le *Sedna IV*, photographié du haut d'un de ses trois mâts. Ce voilier océanique, qui a fait le tour complet de l'Amérique du Nord en 2002 et une expédition au large de l'Islande et du Groenland en 2003, sera dans le Vieux-Port de Montréal jusqu'au 24 juin. Navire à vocation éducative et environnementale, il sera ouvert au public de 11 h à 16 h du jeudi au dimanche.

Croix-Rouge canadienne  
Division du Québec

En tout lieu.  
En tout temps.

1 800 592-7649  
www.croixrouge.ca

### Ostéoporose

Centre de recherche du CHUM  
Hôpital Saint-Luc  
recrute femmes de 50 à 85 ans

**ÉTUDE :**

- Évaluation d'un médicament expérimental dans le traitement de l'ostéoporose

**PROFIL DES CANDIDATES:**

- Être ménopausée depuis au moins 5 ans;
- Ne pas avoir eu de cancer depuis 5 ans;
- Ne pas prendre d'hormones, de cortisone, de Didrocal, de Fosamax, D'Evista, ni de Miacalcin

**DURÉE DE L'ÉTUDE :**

- 6 mois

**Communiquez au :**  
**(514) 890-8383** (Laissez message dans boîte vocale)  
 Équipe du Dr Louis-Georges Ste-Marie

**DERNIÈRE CHANCE**  
 Exceptionnellement ouvert aujourd'hui de 10 h à 16 h

*La Marjolaine*

Une mode raffinée pour la jeune femme passionnée

Solde de 40% à 70%

sur toutes nos collections printemps-été.

**DE PLUS, NOUS PAYONS LES TAXES.**

5672, rue Jarry Est  
Local 205  
Saint-Léonard  
(entre Lacordaire et Langelier)

Téléphone: 514 326-1746

POUR ÉVITER LA

# FAILLITE

**2 jours seulement**

Nous avons le mandat de liquider aux enchères publiques un vaste lot de tapis de qualité tissés main, afin d'acquiescer un privilège de créance non réglé. Cette collection comporte des tentes et des motifs exceptionnels et très décoratifs. Tapis en laine et en soie de qualité plus d'authentiques tapis tribaux à teinture végétale. Très grand choix de dimensions et tapis de passage.

Tous les tapis vont de **49\$ à 1 699\$**

(Section A)

**Samedi 5 juin 11 h à 18 h**  
**Dimanche 6 juin 10 h à 18 h**

3234090 3234130

**Canadian Department of Asset Recovery**

**Holiday Inn** 420, rue Sherbrooke Ouest  
 MONTRÉAL - MIDTOWN Montréal, QC (514) 842-6111

Visa, MasterCard, argent ou carte de débit

**LOTO QUÉBEC** Résultats

TVA, le réseau des tirages

| LOTTO SUPER 7 | Tirage du 2004-06-04 | GAGNANTS               | LOTS |
|---------------|----------------------|------------------------|------|
| 7/7           | 0                    | 7 500 000,00 \$        |      |
| 6/7+          | 0                    | 281 838,00 \$          |      |
| 6/7           | 133                  | 1 854,20 \$            |      |
| 5/7           | 6 275                | 140,30 \$              |      |
| 4/7           | 129 393              | 10,00 \$               |      |
| 3/7+          | 118 633              | 10,00 \$               |      |
| 3/7           | 1 068 069            | Participation gratuite |      |

Complémentaire: (21)

| LOTTO 649         | Tirage du 2004-06-05 | GAGNANTS               | LOTS |
|-------------------|----------------------|------------------------|------|
| 12 13 17 26 43 45 | 0                    | 7 500 000,00 \$        |      |
| 18 23 30 34 36 38 | 0                    | 281 838,00 \$          |      |
| 6/7               | 133                  | 1 854,20 \$            |      |
| 5/7               | 6 275                | 140,30 \$              |      |
| 4/7               | 129 393              | 10,00 \$               |      |
| 3/7+              | 118 633              | 10,00 \$               |      |
| 3/7               | 1 068 069            | Participation gratuite |      |

Complémentaire: (11)

**PROCHAIN GROS LOT LE 9 JUIN 2004**  
**MINIMUM 17 000 000 \$**

| Quotidienne | Tirage du 2004-06-05 | GAGNANTS                      | LOTS |
|-------------|----------------------|-------------------------------|------|
| 3           | 4                    | 02 05 06 08 18 24 27 28 29 30 |      |
| 235         | 5124                 | 40 41 42 44 45 51 61 62 64 69 |      |

| Extra  | Tirage du 2004-06-04 | GAGNANTS | LOTS   |
|--------|----------------------|----------|--------|
| NUMÉRO | 745467               | NUMÉRO   | 099864 |

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

# MONTRÉAL VILLE DE VÉLO



# ROULER EN VILLE

Alors que la semaine du vélo tire à sa fin, voici quelques images et données illustrant le quotidien des cyclistes montréalais.

## PHOTOREPORTAGE D'ANDRÉ PICHETTE

Ne vous fiez pas aux milliers de cyclistes qui règnent aujourd'hui sur les rues de la métropole. Montréal n'est plus la cyclophile qu'elle a déjà été. Mais il y a de l'espoir.



FRANÇOIS CARDINAL

**L**e vélo est en mode stationnaire à Montréal. Bien que la popularité de ce moyen de transport ne cesse de croître, aucun investissement majeur n'a été fait dans le réseau cyclable de Montréal depuis 1992, une situation que déplorent bien haut les cyclistes.

Vous ne perdez rien pour attendre, rétorque l'administration Tremblay, qui compte dépenser plus de 25 millions à cette fin au cours des prochaines années. Cela permettra, souhaite-t-on, de doubler, voire de quadrupler le nombre de déplacements à vélo au centre-ville.

À l'heure actuelle, on compte jusqu'à 10 000 déplacements quotidiens en bicyclette au cœur de la métropole. Il pourrait facilement y

en avoir beaucoup plus, conclut Vélo Québec dans le document *À vélo au centre-ville de Montréal*, remis il y a quelques semaines à la Ville de Montréal.

« Ce nombre de déplacements est limité par deux facteurs: l'absence de voie cyclable au cœur du centre-ville, en particulier dans l'axe est-ouest, ainsi que le nombre limité de places de stationnement pour vélo, qui obligent plusieurs personnes à entrer leur vélo dans leur bureau », constatent les auteurs du document.

Lorsqu'on demande à Jean Bertrand, chef de division responsable du vélo à Montréal, ce que la Ville a réalisé depuis 1992, il répond tout de go qu'elle a installé plus de 1300 supports à vélo (moins de 4000 places), dont 337 au centre-ville. Or, selon Vélo Québec, « on constate une carence importante dans ce domaine ».

« Les aménagements cyclables (pistes, supports) sont nettement insuffisants, soutient Suzanne Lareau, présidente du Groupe Vélo, qui chapeaute notamment Vélo Québec. Il n'y a eu aucun aménagement

important depuis 15 ans! Il est temps qu'on en construise d'autres. »

Elle cite par exemple l'axe nord-sud, qui passe par la rue Brébeuf dans le Plateau Mont-Royal. À son avis, cette route aménagée il y a une dizaine d'années est le *success story* du réseau utilitaire de Montréal. Cependant, rien n'a été fait depuis pour canaliser d'autres cyclistes vers le centre-ville.

« C'est incroyable qu'il n'y ait qu'un seul axe nord-sud, lance-t-elle. Il n'y a rien d'autre pour les gens qui habitent ne serait-ce qu'à trois kilomètres de cet axe. On pourrait faire une autre voie cyclable plus à l'est, sur d'Iberville ou Parthenais, par exemple. »

Et pourquoi n'y a-t-il rien eu depuis 1992? « J'ai de la difficulté à l'expliquer, répond-elle. D'autant plus que MM. Doré, Bourque et Tremblay (anciens et actuel maire de Montréal) aiment le vélo et y croient. Mais peut-être se sont-ils dit que Montréal possède un bon réseau, ce qui n'était pas faux... il y a 15 ans. »

Claude Dauphin, responsable politique du dossier au comité exécutif, trouve le constat bien sévère. Il concède que davantage aurait pu être fait ces dernières années, mais il demande encore un peu de temps pour que le tout soit ficelé et que le réseau connaisse enfin un certain regain.

« On veut mettre le paquet, a-t-il dit jeudi lors d'une entrevue dans ses bureaux de l'hôtel de ville. On s'est organisé pour que la voie de ceinture se fasse, et on se dirige vers un plan vélo, compris dans un plan de transport qui en est à ses premiers balbutiements, qui nous permettra d'investir 25 millions. »

L'administration Tremblay souhaite notamment réaliser l'an prochain une piste cyclable en plein cœur du centre-ville de Montréal. Plusieurs scénarios sont actuellement sur la table, l'axe du boulevard de Maisonneuve étant certainement celui qui revient le plus souvent.

Pour ce qui est du parachèvement de la ceinture de l'île, elle est en cours, a précisé M. Dauphin. À l'heure actuelle, les cyclistes qui souhaitent faire le tour de l'île doivent partager la route avec les automobilistes sur 36 des 120 kilomètres du parcours, pour qu'il n'y ait plus de pistes qui s'achèvent sur un simple panneau « fin » ou sur un triste cul-de-sac.

« Est-ce qu'on aurait pu investir davantage? Sûrement », a tout de même reconnu M. Dauphin. « On a fait le maximum en fonction des ressources qu'on a, a renchéri le responsable administratif du dossier, M. Bertrand. C'est déjà bien. »



## PORT DU CASQUE DE VÉLO

Pour l'ensemble des cyclistes adultes :

1995 - 2000 passant de

36 % à 41 %

## AU QUÉBEC

|             | 1995                      | 2000                      | + / - |
|-------------|---------------------------|---------------------------|-------|
| 65 - 74 ans | 12 %<br>étaient cyclistes | 21 %<br>étaient cyclistes | + 9 % |
| 18 - 24 ans | 76 %<br>étaient cyclistes | 58 %<br>étaient cyclistes | -18 % |

« Les jeunes sont vraisemblablement déchirés entre l'activité physique et la pression d'être efficaces, de produire, d'avoir deux jobs, etc., note le coordonnateur de *L'État du vélo au Québec en 2000*, Marc Jolicoeur. N'oublions pas que les modèles des jeunes d'aujourd'hui sont des *workaholics*! De plus, si les cohortes d'adolescents n'étaient pas très actifs il y a cinq ans, il serait difficile de croire qu'ils le sont aujourd'hui alors qu'ils ont entre 18 et 24 ans. »

# MONTRÉAL VILLE DE VÉLO

## POUR L'ANNÉE 2000

**76 %**

des enfants **québécois** de **6 à 17 ans** ont fait du vélo

**23 %**

des enfants **américains** de **6 à 17 ans** ont fait du vélo



## PRATIQUE

**31 %** des Québécois utilisent leur bicyclette au moins une fois par semaine.

C'est le près du double des **Américains (16 %)** et plus que les **Français (8 %)**.

Les **Néerlandais (66 %)**, les **Danois (50 %)** et les **Allemands (33 %)** sont les **champions** en la matière.



## VENTES DE VÉLO

**Une personne sur 12** a acheté un vélo au Québec en 2000 contre **une sur 15** au Canada et **une sur 16** aux États-Unis.

## COÛTS

On estimait en 2000 le prix moyen :

- › d'un vélo d'enfant à **140 \$**
- › d'un vélo d'adulte à **310 \$**

## STATIONNEMENTS

La majorité des grandes municipalités du Québec disposent de **stationnements pour vélo** dans les **parcs (18 sur 20)** et aux **édifices municipaux (17 sur 20)**. De plus, huit municipalités ont des stationnements sur la voie publique dont :

- › Montréal (3000 places)
- › Québec
- › Trois-Rivières
- › Saint-Jean-sur-Richelieu

**La Presse** roule pour vous...

- › **Aujourd'hui** dans le cahier Sports
- › **Made in Québec** Un photoreportage sur les ateliers où l'on fabrique des vélos haute performance.



## DEPUIS 1977

Le nombre d'adultes cyclistes qui pédalent régulièrement a presque doublé.

› **Passant de 900 000 personnes à 1,7 million** en 2000

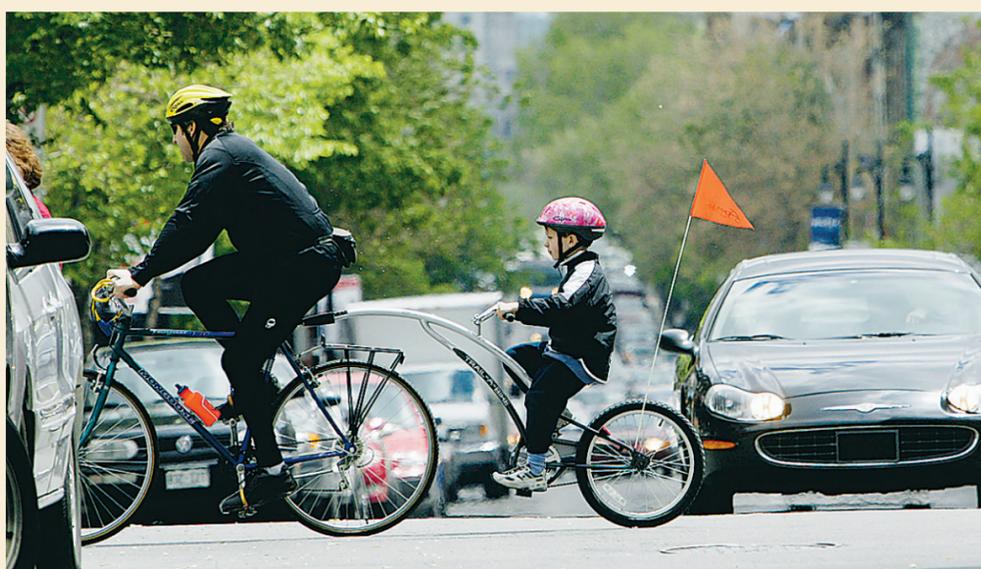
## PRÉFÉRENCES

Les déplacements en vélo se font principalement :

- › sur les **voies cyclables 37 %**
- › sur les **rues à faible circulation 32 %**
- › et sur les **routes rurales 10 %**

## EN 2000

Les cyclistes québécois disaient parcourir en moyenne **37 km** par semaine, pour un total de **630 km** par année.



# En campagne pour sauver la ville

Les militants pro-fusion prennent d'assaut un petit centre commercial de l'arrondissement de Saint-Laurent

CAROLINE TOUZIN

Au petit centre commercial Village Montpellier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, hier matin, les camps du Non et du Oui à la défusion travaillaient comme des fourmis. Un microcosme de la campagne où une quarantaine d'élus de l'Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM) s'étaient donné rendez-vous pour sauver la ville.

À l'extrémité droite du centre commercial, des militants du Oui, avec à leur tête l'ancien maire de Saint-Laurent, Bernard Paquet, tenaient un stand où ils distribuaient aux passants des tracts pour expliquer la procédure du vote.

À l'extrémité gauche, les élus de l'UCIM et plusieurs bénévoles, réunis dans le local du camp du Non, se partageaient les différen-

tes rues de l'arrondissement où ils iraient faire du porte-à-porte durant toute la matinée. Ils avaient en main les noms et adresses de tous les signataires des registres, soit 10 477 personnes. Il faut au moins 19 786 votes dans cet arrondissement pour que l'ancienne ville soit reconstituée.

L'accueil des résidents n'était pas toujours cordial. *La Presse* a suivi la mairesse de l'arrondissement de Pierrefonds-Senneville, Monique Worth, accompagnée d'un bénévole du quartier, qui ont cogné aux portes des signataires de la rue Montpellier.

« Montréal a un long chemin à parcourir avant d'égaliser la qualité des services de Saint-Laurent. Les fusions forcées n'étaient pas un mariage, c'était une crucifixion », a lancé à Mme Worth l'un des pionniers de Saint-Laurent, qui y habite depuis 60 ans, Edward Woods.

La partisane de la nouvelle ville n'a jamais perdu son aplomb en répétant de maison en maison que, en cas de démembrement,

**« Nous autres, on ne veut pas faire l'amour avec une femme qui a le sida », a dit un partisan défusionniste à Michel Prescott, qui est resté de glace face à une telle métaphore.**

Montréal continuerait de percevoir les taxes des villes défusionnées sans que celles-ci soient en mesure de gérer l'argent de leurs contribuables.

**Sur le terrain**

C'était le premier blitz de porte-à-porte aussi important des élus pro-fusion, et ils comptent bien répéter l'expérience. Leur première cible a été l'arrondissement

de Saint-Laurent parce que c'est le plus peuplé de tous ceux qui ont obtenu un référendum, explique la porte-parole de l'UCIM,

Martine Painchaud. Son parti vise maintenant à ratisser Pierrefonds, LaSalle, Anjou et Dorval d'ici la tenue des référendums, dans 15 jours.

Cette opération de visibilité porte fruit, selon le maire de Montréal, Gérald Tremblay. Il dit avoir rencontré plusieurs personnes amoureuses de la nouvelle ville qui croyaient être obligées de signer les registres pour avoir le droit de voter le 20

juin. Une campagne de désinformation qu'il se devait de contrer en travaillant sur le terrain, raconte-t-il.

Durant le porte-à-porte, certains bénévoles et élus de l'UCIM sont restés au centre commercial pour rencontrer les gens qui faisaient leurs emplettes et... les membres du camp du Oui.

Le vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Michel Prescott, a eu droit à quelques insultes, dont une particulièrement violente de la part d'un membre du camp défusionniste : « Nous autres, on ne veut pas faire l'amour avec une femme qui a le sida », a-t-il dit à M. Prescott, qui est resté de glace face à une telle métaphore. Le politicien a ensuite voulu rassurer *La Presse* en affirmant que les gens rencontrés depuis le début de la journée étaient assez partagés sur le sort de la métropole.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Hier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, un citoyen montrait clairement son peu d'intérêt à discuter fusion et défusion avec Michel Prescott, vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal, venu rencontrer les magasiniers du samedi au centre commercial Village Montpellier.

## Des tuyaux sur la défusion

La répartition des pouvoirs, une douche froide pour les gestionnaires municipaux

SÉBASTIEN RODRIGUE

Quand un résident de Kirkland tire la chasse des toilettes, l'eau prend un chemin tortueux dans les égouts et cavale de tuyau en tuyau vers l'intercepteur nord, une immense conduite d'égout qui transporte les eaux usées de l'Ouest-de-l'Île à l'extrême est de la métropole, où se trouve l'usine d'épuration.

Au terme de ce voyage de plusieurs kilomètres, l'eau aura franchi plusieurs anciennes villes, dont certaines pourraient se séparer de Montréal à l'issue des référendums du 20 juin prochain.

Même s'il y a défusion, l'eau de la douche ou celle des toilettes prendra le même chemin qu'à l'habitude. Il y aura toutefois un petit changement. Cette eau empruntera d'abord un tuyau qui sera la propriété d'une ville reconstituée et passera ensuite par un réseau sous la responsabilité du futur conseil d'agglomération. Elle finira son périple dans une usine d'épuration également sous l'égide de ce conseil. Et le même principe s'appliquera entre les usines d'eau potable et les réseaux locaux de distribution, mais cette fois à l'inverse.

Rien donc pour éblouir les citoyens, mais il s'agit toutefois d'une douche froide pour les gestionnaires municipaux, qui devront, entre autres choses, départager les responsabilités de chaque des administrations qui pourraient naître au lendemain des référendums sur la défusion. L'île de Montréal comporte un enchevêtrement impressionnant de conduites : un peu plus de 6400 kilomètres de conduites d'égout et environ 5200 kilomètres de canalisations d'eau potable.

La loi 9 prévoit déjà un partage des responsabilités entre d'éventuelles villes reconstituées et le conseil d'agglomération (voir tableau). Pour les conduites d'eau et d'égout, le réseau local serait sous la responsabilité des villes défusionnées. Les usines de production d'eau potable, l'usine d'épuration des eaux usées et les conduites principales relèveront quant à elles du conseil d'agglomération.

Le même principe s'appliquera à la voirie : les rues locales iront aux villes reconstituées et le réseau artériel au conseil d'agglomération. Plus de 5600 kilomètres de rues devront ainsi être réparties.

**Porte ouverte à la contestation**

Selon le directeur général adjoint du service des infrastructures et de l'environnement, Yves Provost, les éventuelles défusions touchent néanmoins un secteur de la métro-

**Pour les conduites d'eau et d'égout, le réseau local serait sous la responsabilité des villes défusionnées.**

pole moins dense en infrastructures, ce qui réduira le travail. « Les citoyens ne verront pas de différence, la qualité de l'eau potable va être la même, tout comme le traitement des eaux usées », ajoutait-il.

Le responsable de l'environnement au comité exécutif de la Ville de Montréal, Alan DeSousa, croit pour sa part que ce partage des infrastructures entre villes reconstituées et conseil d'agglomération

ouvrira la porte à la contestation. « Le conseil d'agglomération sera un vrai bordel en raison de la volonté des défusionnistes de tout contester en cour, l'esprit de collaboration aura disparu », soutient-il.

Pour distinguer les infrastructures locales et d'agglomération, la loi 9 sur les défusions prévoit que le conseil municipal de la ville centre, c'est-à-dire Montréal, déposera un règlement pour déterminer ce qui relève des villes reconstituées et de l'agglomération. Si une ville défusionnée n'est pas d'accord, elle pourra toujours faire appel au ministre des Affaires municipales.

Ce partage aura des impacts sur les coûts rattachés à ces infrastructures et, indirectement, sur les avis d'impôt foncier. Les coûts d'une infrastructure gérée par le conseil d'agglomération sont partagés par toutes les villes, ce qui n'est pas le cas pour une conduite d'eau locale.

Stéphane Gosselin, attaché de presse du ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, précise que les dettes liées aux infrastructures seront assumées par l'administration qui en est responsable. Les millions investis pour retaper les usines d'eau potable de l'Ouest-de-l'Île seront par exemple assumés par l'ensemble des Montréalais, mais un réseau d'égout construit à Baie-d'Urfé sera remboursé par cette municipalité.

La firme Secor a d'ailleurs tenu compte de ce partage en calculant les impacts des défusions sur les avis d'impôt foncier. Selon les auteurs du rapport, commandé par le gouvernement provincial, les pronostics pourraient toutefois varier légèrement en fonction du partage final.

Avant les fusions municipales, il existait plusieurs régimes pour la distribution en eau potable : certaines villes achetaient l'eau de Montréal, tandis que d'autres avaient leur propre usine. D'anciennes villes de banlieue confiaient même à Montréal l'entretien du réseau d'eau, alors que d'autres s'en occupaient. Les eaux usées étaient quant à elles sous la responsabilité de la Communauté urbaine de Montréal et le réseau local d'égout relevait des villes.

Les fusions municipales ont mis un terme à ces multiples régimes pour confier la gestion de l'eau à la nouvelle Ville de Montréal. La ville centre a néanmoins délégué aux arrondissements l'entretien des réseaux locaux. La planification du réseau, notamment les investissements, relevaient toutefois de la ville centre. Avec une défusion, une ville retrouverait la pleine souveraineté sur son réseau local, mais elle devrait négocier avec les villes présentes au conseil d'agglomération pour le reste.

Le conseil d'agglomération sera quant à lui composé du maire de chacune des villes de l'agglomération. Les municipalités y seront représentées en fonction de leur population, ce qui donne la majorité des voix aux villes qui resteront fusionnées à la Ville de Montréal. Le conseil d'agglomération sera l'instance décisionnelle pour les services communs. Le maître d'oeuvre de ces services sera toutefois la ville centre, soit l'ancienne Ville de Montréal et les ex-villes de banlieue qui y resteront rattachées.

S'il y a défusion, la deuxième vie des municipalités de banlieue est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2006. D'ici là, il y aura vraisemblablement beaucoup de pain sur la planche.

### APRÈS LA DÉFUSION

Voici quelle serait la répartition des pouvoirs municipaux après une défusion :

#### POUVOIRS DE LA VILLE DÉFUSIONNÉE

- > Plan d'urbanisme, réglementation et dérogations mineures
- > Délivrance des permis de construction et de rénovation
- > Programmes d'amélioration de quartier
- > Conduites locales d'eau et d'égout
- > Infrastructures locales d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées
- > Gestion des matières résiduelles
- > Gestion des rues locales
- > Réglementation en matière de protection incendie, de nuisance, de salubrité publique
- > Équipements locaux de sport ou de culture
- > Bibliothèques locales
- > Parcs locaux
- > Marchés publics (sauf ceux d'intérêt collectif)
- > Délivrance des plaques pour vélos, animaux, etc.
- > Réseau municipal de production, de transport et de distribution d'électricité de Westmount

#### POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

- > Évaluation foncière
- > Gestion des cours d'eau municipaux
- > Services de sécurité incendie
- > Services de sécurité civile
- > Services de police
- > Centre d'urgence 911
- > Schémas de couverture de risques en sécurité incendie et de sécurité civile
- > Cour municipale
- > Logement social, aide aux sans-abri
- > Élimination et valorisation des matières résiduelles
- > Infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées sauf les conduites locales
- > L'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre du plan de gestion des matières résiduelles
- > Transport en commun
- > Gestion des rues et des routes du réseau artériel
- > La promotion économique et touristique hors du territoire de l'agglomération
- > Accueil touristique, centres des congrès
- > Parcs industriels
- > Ports d'importance
- > Aéroport d'importance
- > Tout lieu destiné à recevoir la neige
- > Conseil des arts

### EN BREF

## Un Oui de Geoffrey Kelly et un Non de Jean Charest

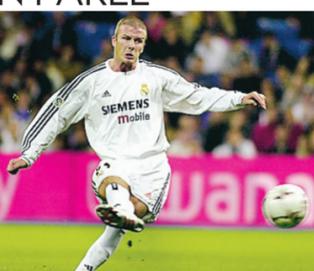
Le député de la circonscription de Jacques-Cartier, Geoffrey Kelly, a annoncé hier qu'il voterait Oui au référendum sur la défusion dans l'ancienne ville de Beaconsfield. Dans un communiqué, le député soutient que la défusion amènera des coûts additionnels pour cette municipalité, mais qu'elle permettra de reprendre en main les services locaux. Le premier ministre Jean Charest a quant à lui annoncé cette semaine qu'il voterait Non au référendum sur la défusion à Westmount. En tout, il y aura 22 référendums à Montréal le 20 juin prochain.

# ÉLECTIONS 2004

**BILAN**  
**LA DEUXIÈME SEMAINE**  
**DES QUATRE CHEFS**  
 PAGE 12

**JACK LAYTON COURTISE LES INDÉCIS** PAGE 10

**OUPS !**  
**« Peu importe leurs moyens »**  
 Les conservateurs ont présenté leur projet de régime d'assurance-médicaments. Pour un revenu brut de 150 000 \$, la franchise pour les médicaments serait de 5000 \$, soit 3,3 % du revenu. Pour 50 000 \$, la franchise serait le même mais représentera 10 % du revenu. Et pour 15 000 \$, la même franchise représente 33 % du revenu. Stephen Harper a pourtant récemment déclaré que chaque Canadien devrait avoir accès à des services de santé de qualité quels que soient ses moyens financiers...

**LE CANADA EN PARLE**  


**Une chaussure célèbre**  
 Le Canadien Gerald Cole, professeur au département de kinésiologie de l'Université de Calgary, n'a pas intérêt à se mettre les pieds dans les plats. C'est à partir d'une étude scientifique qu'il a menée avec sa collègue Karin Gerritsen que la compagnie Adidas a mis au point sa nouvelle chaussure, Predator Pulse, dont le plus célèbre client est David Beckham (notre photo), joueur-vedette du club de football Real Madrid. Grâce à une simulation informatique, Cole a redistribué le poids sur la chaussure pour lui donner plus de force à chaque coup de pied.

**LE CHIFFRE DU JOUR**  
**3849**  
 Nombre de militaires canadiens déployés au sein de 14 opérations internationales dans différents endroits du monde (Afghanistan, Haïti, Afrique, Moyen-Orient, etc.) en date du 12 mars dernier.  
 Source : Défense nationale du Canada

**DANS CE TEMPS-LÀ...**  
**« Votre plan d'investissement dans le réseau routier de 6 milliards aura le même effet pour relancer l'emploi qu'une pile de lampe de poche pour faire démarrer un Boeing 747. »**  
 — Preston Manning, chef du Parti réformiste, à Jean Chrétien, chef du Parti libéral, lors du débat des chefs (en anglais) le 4 octobre 1993.

**QUESTION QUIZ**  
 Combien d'astronautes canadiens sont allés dans l'espace ?  
 Réponse en page 10

Vous désirez réagir à la campagne électorale?  
[elections@lapresse.ca](mailto:elections@lapresse.ca)



PHOTO JONATHAN HAYWARD, PC

Dans un discours devant 1400 militants gonflés à bloc, hier à Toronto, Stephen Harper a dit comprendre l'indignation de bon nombre de Québécois devant « l'abus de pouvoir et l'abus de confiance dont les libéraux fédéraux se sont rendus coupables durant toutes ces années ».

## Harper tend la main aux Québécois

JOËL-DENIS BELLAVANCE

**TORONTO — Confiant de pouvoir mettre fin au règne de 11 ans de pouvoir des libéraux à Ottawa à la lumière des derniers sondages, Stephen Harper lance un appel solennel aux Québécois pour qu'ils appuient le Parti conservateur et s'assurent ainsi une voix forte au cabinet à l'issue des élections du 28 juin.**

M. Harper a lancé cet appel hier devant quelque 1400 militants gonflés à bloc réunis dans un hôtel de Toronto, après avoir divulgué le programme électoral de son parti, qui propose de renoncer aux objectifs du protocole de Kyoto, de nommer uniquement des sénateurs qui sont élus — même s'ils sont souverainistes — et de permettre à une province de se retirer de tout nouveau programme à coûts partagés tout en recevant une compensation financière si elle met un programme comparable sur pied, une demande traditionnelle du Québec.

Le programme conservateur, dont une bonne partie avait déjà été an-

noncée cette semaine, propose 24 milliards en nouvelles dépenses en cinq ans, 43 milliards de réduction d'impôts pour les contribuables et les entreprises durant la même période et une réduction des dépenses gouvernementales de l'ordre de 10 milliards. Les surplus durant cette période atteindront 87 milliards, selon les projections des conservateurs.

Dans un long passage en français, M. Harper a tendu la main aux Québécois en affirmant partager leur indignation devant « l'abus de pouvoir

**« Les Canadiens se préparent à ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de la démocratie canadienne, je vous invite à vous joindre à ce nouveau national. »**

et l'abus de confiance dont les libéraux fédéraux se sont rendus coupables durant toutes ces années ». Après avoir vanté la ténacité des Québécois et des francophones partout au pays et le rôle qu'ils ont joué dans l'édification de la fédération canadienne, M. Harper a soutenu que

le Parti conservateur est la seule option de rechange aux libéraux.

« En ce moment important de notre vie nationale, alors que les Canadiens et les Canadiennes d'un bout à l'autre du pays se préparent à ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de la démocratie canadienne, je vous invite à vous joindre à ce nouveau national, a déclaré M. Harper. Seul le Parti conservateur peut remplacer ce gouvernement libéral arrogant et aveugle. Un gouvernement qui ne reconnaît même pas l'existence du dé-

Un sondage Ipsos-Reid publié hier démontre que le Parti libéral et le Parti conservateur sont à égalité à l'échelle nationale, à 32 % contre 31 % respectivement, mais que les conservateurs détiennent désormais une avance de trois points en Ontario, une première en 19 ans. Au Québec, les conservateurs n'obtiennent que 13 % et la lutte oppose le Bloc québécois et le Parti libéral.

« M. Harper essaie de plaie à tout le monde en promettant des dépenses à gauche et droite. Mais il devra couper de manière draconienne dans les programmes sociaux s'il veut respecter ses promesses, ou encore tomber en déficit, ce qui serait totalement irresponsable », a dit M. Goodale.

**Goodale incrédule**

Le ministre des Finances, Ralph Goodale, a réagi au nom des libéraux hier à l'annonce du programme du Parti conservateur. Il a soutenu que la prévision des surplus — 50 milliards de plus que celle des libéraux — ne tenait pas la route.

« M. Harper essaie de plaie à tout le monde en promettant des dépenses à gauche et droite. Mais il devra couper de manière draconienne dans les programmes sociaux s'il veut respecter ses promesses, ou encore tomber en déficit, ce qui serait totalement irresponsable », a dit M. Goodale.

## Les libéraux ont admis qu'ils perdront, croit Duceppe

KARIM BENEISSAIEH

**ROUYN-NORANDA — Dans leur dernière campagne publicitaire, où ils associent le vote du Bloc à l'élection de Stephen Harper, les libéraux de Paul Martin sont en train d'avouer qu'ils sont battus au Canada, estime Gilles Duceppe.**

« Ils paniquent, a lancé le chef bloquiste hier lors de son passage à Val-d'Or, en Abitibi. Quand ils nous disent : *Ne laissez pas le Canada aux mains de Harper*, c'est donc qu'ils admettent que Harper gagne là-bas. »  
 De toute évidence, la dernière

salve de l'équipe Martin, qui a acheté de pleines pages dans les journaux pour associer le Bloc aux conservateurs, est loin d'ébranler M. Duceppe. En fait, alors qu'on savait depuis 48 heures que les libéraux préparaient une nouvelle campagne, le chef bloquiste n'était même pas au courant de son contenu lorsqu'il a rencontré les journalistes hier matin. Ce sont les médias qui lui ont lu le texte des annonces publicitaires.

« Si j'écoute bien ce que vous avez dit, ils sont en train de dire qu'ils sont battus au Canada. C'est drôle parce que, en début de campagne, ils nous disaient :

*Participez avec nous et tous les Canadiens au pouvoir.* Moi, je pense qu'on va les battre au Québec, je suis fermement convaincu de ça. »

Plus tard, à Rouyn-Noranda, M. Duceppe s'est défendu d'être triomphaliste. « Non, écoutez, vous me demandez d'analyser... Je vous le répète, voter pour le Bloc, ce n'est pas un vote pour les conservateurs, ce n'est pas un vote pour les libéraux, c'est un vote pour le Québec. Ce n'est pas le Canada qui va nous dicter pour qui voter. »

Invité à commenter l'annonce de l'accession à la souveraineté en trois « périodes », lancée la veille

par son vétéran Louis Plamondon, le chef bloquiste ne s'est pas défilé. « Pour reprendre le chemin de la victoire et se donner un pays, ça passe par une victoire du Bloc, certes. Ça passe évidemment par une reprise du pouvoir à Québec par le Parti québécois, il va sans dire. Et quand on aura cela, ça se décidera par un référendum. »

À l'invitation de Jean Charest, M. Duceppe assistera aujourd'hui à Québec aux cérémonies entourant le 60<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Normandie.

Pour l'occasion, il y est allé hier d'une déclaration d'appui quelque peu inattendue. « M. Charest est le premier ministre de tous les Québécois, sans aucun doute. Quand il y a un consensus, nous ne nous demandons pas si le premier ministre de Québec est libéral ou non, il est le premier ministre de tous les Québécois, parlant au nom de toute l'Assemblée nationale. Alors, je l'appuie. »

# ÉLECTIONS 2004

## ILS, ELLES ONT DIT...

« Quand ils sont en campagne, les libéraux font quelques promesses NPD, puis ils appliquent le programme conservateur quand ils sont au pouvoir. C'est ça un véritable libéral. »

— Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois

« La priorité de Harper est évidente: une autre baisse d'impôt irresponsable et un programme de travail extrémiste et intolérant en matière sociale qui n'est pas branché sur la réalité des Canadiens et qui nie le droit des femmes de choisir ce qui est dans leur intérêt. »

— Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique

## LE CANADA DEVRAIT-IL...

### ... PERMETTRE L'EUTHANASIE SUR DEMANDE DE LA FAMILLE?

#### SITUATION ACTUELLE

L'euthanasie est illégale au Canada, tout geste destiné à provoquer intentionnellement la mort d'une personne, même dans le but de mettre fin à ses souffrances, est un acte criminel. Les tribunaux font toutefois une distinction entre euthanasie active et passive. Dans ce dernier cas, soit l'interruption des traitements médicaux qui prolongeraient la vie, on considère que laisser la maladie suivre son cours à la demande du malade n'est pas un crime. Un comité sénatorial avait conclu en 1995 qu'il n'y avait pas lieu de changer la loi sur cette question.

#### LES POUR

> Les sondages indiquent qu'une majorité de Canadiens seraient favorables à ce que des gestes puissent être faits pour aider une personne à mourir lorsque l'agonie est irréversible.

> Légaliser l'euthanasie accorde au patient le même pouvoir sur sa mort que sur sa vie.

> Si l'euthanasie était permise, son application serait soumise à des règles strictes.

> Plusieurs médecins reçoivent des demandes de patients qui veulent mettre fin à leurs souffrances.

#### LES CONTRE

> Pour les opposants, quelle que soit sa justification, l'euthanasie demeure un meurtre. Si on la légalise, des proches ou même le milieu de la santé risquent de se retrouver dans une position où ils pourraient exercer des pressions sur les mourants.

> Les règles définies risquent d'être vite transgressées.

> Il y aura toujours des zones grises où les risques de dérapage seront réels, comme face à une dépression majeure, à des handicaps lourds, à une difficulté d'obtenir le consentement du malade.

## POSITION DES PARTIS

> Au cours d'une entrevue à l'actualité, Paul Martin disait s'attendre à faire face à cette question au cours d'un éventuel prochain mandat. Même s'il avait voté contre le projet de loi privé du néo-démocrate Svend Robinson, il ne sait pas quelle serait sa position à l'avenir.

> Pour le chef conservateur, Stephen Harper, ce débat a été fait en 1994 et il n'a pas l'intention de le ramener sur la table s'il devait former le gouvernement.

> Svend Robinson était le principal partisan du « suicide assisté » mais avec son retrait de la politique, cette question n'est pas à l'ordre du jour du NPD.

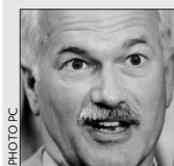
> Le Bloc Québécois considère qu'il s'agit d'une question personnelle et s'engage à laisser ses députés voter selon leur conscience, sans imposer de ligne de parti.

## VU DU QUÉBEC

> Comme l'euthanasie relève du Code criminel, il s'agit d'une question de compétence fédérale qu'aucune province ne peut contourner.

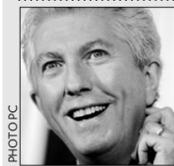
Recherche: Le Soleil, Pierre Asselin

## HORAIRE DES CHEFS



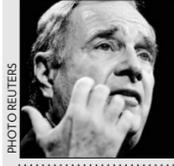
### Jack Layton

> Le chef du NPD assiste aux cérémonies du 60<sup>e</sup> anniversaire du Jour J à Ottawa puis se rend à Whitehorse et Vancouver.



### Gilles Duceppe

> Le chef du Bloc québécois célèbre le 60<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement à Québec.



### Paul Martin

> Le chef du Parti libéral représente le Canada en Normandie (France) à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement du 6 juin 1944.



### Stephen Harper

> Le chef du PC participe à une célébration du Jour J à Ottawa.

## RÉPONSE À LA QUESTION QUIZ

> Depuis 1984, huit astronautes canadiens ont voyagé à bord de l'une ou l'autre des navettes spatiales américaines à l'occasion de 11 missions différentes. Il s'agit de Marc Garneau (trois vols), Roberta Bondar, Steve MacLean, Chris Hadfield (deux vols), Robert Thirsk, Bjarni Tryggvason, Dave Williams et Julie Payette.

## SUR CYBERPRESSE

Pour consulter les détails du dernier sondage pancanadien Ipsos-Reid...  
Pour lire les carnets de route de nos journalistes en campagne...  
Pour comprendre les programmes des différents partis...

Rendez-vous à [www.cyberpresse.ca/elections](http://www.cyberpresse.ca/elections)



## JIM HARRIS

# Le vert en costard

LAURA-JULIE PERREault

## PORTRAIT

Difficile de penser Parti vert sans qu'un torrent d'images afflue : écolos en sandales Birkenstock, cheveux longs, t-shirt de chanvre. Mais tous ces clichés se brisent sur la chemise et la cravate de Jim Harris, nouveau chef d'un parti crédité hier, par le dernier sondage Ipsos-Reid, de 6 % des intentions de vote au Canada, ce qui leur permettrait de gagner deux sièges en Colombie-Britannique, où 13 % des électeurs les choisissent !

Âgé de 43 ans, le Torontois n'a rien du manifestant *peace and love*. Avant de se consacrer à temps plein à la campagne de son parti, Jim Harris donnait des conférences sur le leadership et la nécessité de changement dans le milieu des affaires. Il signait des dédicaces dans les librairies pour son dernier livre, *Blindsided*, qui traite de l'innovation en affaires et qui est publié dans 80 pays. Ses habits font de lui un fidèle de Bay Street davantage que du dimanche des tam-tams au mont Royal.

De plus, de 1982 à 1985, il a été membre du Parti conservateur. Ce passé, qui fait sourciller certains verts du Québec, il l'explique sans détour : « Le gouvernement libéral de l'époque dépensait plus qu'il ne recevait. Je reconnaissais que ça ne pouvait être le cas pour très longtemps », explique-t-il aujourd'hui, en ajoutant que la fiscalité responsable est l'un des credos du Parti vert.

« Nous sommes le seul parti qui

### « Nous sommes le seul parti qui n'est ni à gauche ni à droite. »

n'est ni à gauche ni à droite. Nous croyons à un budget responsable, ce que prônent certains partis de droite. Dans nos idées sociales, nous sommes progressistes, ce qui nous rapproche de la gauche. Mais nous sommes le seul vrai parti écologiste », résume M. Harris, qui, avant de se joindre aux verts du Canada, a appris la philosophie « verte » en Angleterre.

Hors du spectre politique traditionnel, continue Jim Harris, le Parti vert est prêt à conclure des alliances de bonne gouvernance avec tous les partis. Il explique ainsi que son premier interlocuteur au Québec a été l'Ac-

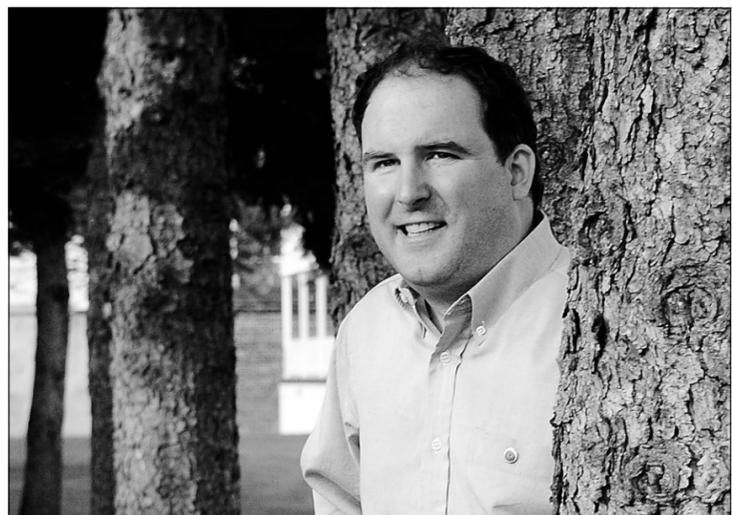


PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Torontois de naissance, Jim Harris, le chef du Parti vert, se présente dans la même circonscription que le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, dans Toronto-Danforth.

tion démocratique de Mario Dumont, qui a un net penchant vers la droite. « Nous partageons tous les deux les mêmes idées sur la nécessité de réformer le système électoral canadien », justifie-t-il.

#### Croisade pour le débat télévisé

Malgré son profil non orthodoxe, Jim Harris a remporté la course à la direction du Parti vert en 2003 avec 81 % du vote, laissant ses deux concurrents loin derrière. Depuis, il a entrepris une véritable croisade pour faire sortir le Parti vert du club des tiers partis. Et il est en train de gagner son pari.

Alors que les verts n'avaient que 111 candidats en 2000, ils en ont maintenant un dans chacune des 308 circonscriptions du Canada. Comme le montrent les sondages, Jim Harris croit pouvoir remporter des sièges en Colombie-Britannique, où les verts ont récolté 5 % du suffrage lors des dernières élections provinciales. Il a aussi quelques espoirs au Québec.

Pour mettre les verts sur la carte électorale, il comptait user de ses aptitudes d'orateur dans les débats télévisés. Mais le consortium des télédiffuseurs a récemment décidé d'exclure le jeune parti.

La décision, rendue sans explication, fait sortir Jim Harris de ses gonds. « Cette décision a été prise par cinq télédiffuseurs, non élus, qui ne rendent de comptes à personne. Ces patrons d'entreprise ont-ils le

droit de décider pour 22 millions de Canadiens ? » tonne-t-il, en rappelant que le Bloc québécois, qui ne présente des candidats qu'au Québec, a sa place dans les débats. « Le BQ comme l'Alliance canadienne ont participé aux débats avant même de faire élire un seul candidat », dénonce Jim Harris.

Mais débat ou pas, le chef des verts continuera sa campagne au pays pour présenter la philosophie de son parti. Tantôt à bord de sa très verte Toyota Prius (automobile alimentée à l'électricité et à l'essence), mais la plupart du temps en sautant d'un avion à l'autre.

La machine du Parti vert passe son plus grand test cette année... et semble parfois manquer un peu d'huile. Lors de la première visite de Jim Harris à Montréal, il y a deux semaines, les anicroches se sont multipliées : la convocation de presse pour la présentation des candidats montréalais était erronée ; Jim Harris s'est présenté avec plus d'une heure de retard à Montréal, manquant ainsi son rendez-vous avec *La Presse* et avec le chef du Parti vert du Québec, Richard Savignac. À son arrivée au restaurant végétarien Le Commensal du chemin de la Côte-Sainte-Catherine, la salle n'avait pas encore été montée pour l'événement de la soirée.

Mais le nouveau chef des verts ne s'en est pas formalisé. Tout sourire, il a lancé sa campagne électorale en distribuant de solides poignées de main.

# Layton courtise les indécis

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le chef néo-démocrate, Jack Layton, a tenté de séduire les électeurs indécis, hier, en soutenant que les libéraux de Paul Martin et les conservateurs de Stephen Harper, « c'est du pareil au même ».

Ce commentaire de Jack Layton semble particulièrement destiné aux électeurs qui sont mécontents du travail des libéraux et qui n'osent pas se ranger derrière les conservateurs.

« Les gens sont décidés à rejeter les libéraux et lorsqu'ils vont prendre connaissance du programme qu'offrent les conservateurs, ils vont réaliser que Stephen Harper entend faire exactement ce que Paul Martin fait présentement », a indiqué M. Layton.

Le chef du Nouveau Parti démocratique a même dit que les libéraux et les conservateurs promettent « précisément les mêmes choses ».

Jack Layton a aussi tenté de tirer profit des résultats du plus récent sondage, qui accorde 17 % à son parti. « En évaluant les choix qui

s'offrent à eux dans les prochaines semaines, vous allez constater qu'un nombre croissant d'électeurs vont se tourner vers la solution de rechange que nous proposons », a-t-il prédit.

Jack Layton a insisté hier sur ce que son parti croit qu'il faudrait faire de la taxe sur les produits et services (TPS). Les néo-démocrates estiment qu'il faut abolir ou réduire cette taxe en tenant compte des « besoins essentiels » des familles, tels les vêtements pour enfants, les livres et les médicaments en vente libre.

# Harper a le vent en poupe

## HARPER

suite de la page A1

Aux journalistes qui lui ont fait remarquer que son attitude ressemblait à un véritable déni de la réalité, Paul Martin a même assuré que sa « campagne se passait très, très bien ».

#### 6 % aux verts

À l'échelle nationale, le sondage Ipsos-Reid révèle que les libéraux de Paul Martin ont l'appui de 32 % des Canadiens, alors que les conservateurs de Stephen Harper sont à 31 %. Le NPD est crédité de 17 % des intentions de vote, et les verts, de 6 %.

En Ontario — là où se joue véritablement le scrutin et où le PLC aurait besoin pratiquement d'un quatrième balayage consécutif pour obtenir la majorité —, la remontée des conservateurs est fulgurante. Eux qui tiraient de l'arrière par 22 points dans cette province avant le déclenchement des élections mènent maintenant avec trois points de pourcentage d'avance sur les libéraux (35 % contre 32 %). Au Québec, le Bloc québécois vogue allègrement vers un sommet de plus de 55 sièges avec 45 % des intentions de vote, contre 28 % pour les libéraux.

M. Martin fait campagne avec intensité depuis deux semaines et il a même divulgué cette semaine la totalité de son programme, notamment des promesses d'investissements importants dans un système national de garderies, espérant que cela allait rétablir le lien de confiance qui a été rompu avec beaucoup d'électeurs à la suite du scandale des commandites. Il a même multiplié les mises en garde contre son principal adversaire, Stephen Harper, martelant que les politiques du chef conservateur allaient replonger le pays dans la noirceur des déficits budgétaires.

Néanmoins, le peu d'enthousiasme des électeurs pour sa campagne, malgré ses efforts, a peut-être secoué Paul Martin, mais il n'en a rien laissé paraître.

Si le message ne passe pas, ce n'est pas, croit-il, à cause d'une certaine colère de la population à l'égard des libéraux fédéraux. « Je pense que la période initiale d'une campagne est une période où les gens prennent lentement conscience qu'il y a des élections, a-t-il expliqué. Je pense que c'est ce qui se passe. À partir de maintenant, tous les programmes de tous les partis seront connus. Et je l'ai dit dès le début, non seulement ce se-

ra une course serrée, mais jamais dans une campagne électorale vous n'aurez vu autant de différences entre les partis politiques. Quand vous examinez ces programmes, il est clair que les Canadiens vont avoir un vrai choix. Je crois que, quand ces choix vont devenir de plus en plus clairs, les Canadiens vont commencer à se faire une idée. »

#### Au Québec et en Ontario

Cela n'a pas empêché M. Martin d'admettre hier qu'il devra, dans les jours à venir, concentrer son tir au Québec et en Ontario, où ses troupes sont le plus malmenées. « Cela a toujours été mon intention ! » a-t-il dit.

Il a par la suite confié qu'il était certain que la vision du Canada qu'il offrait aux électeurs allait triompher le 28 juin sur celle de M. Harper. « Sur-tout, a-t-il ajouté, en ce qui concerne les valeurs fondamentales : la protection des droits et libertés, les progrès économiques dont ont témoigné hier les excellents chiffres sur la création d'emplois, sans compter la protection de nos programmes sociaux. Je pense que, quand les gens seront face à ces choix et qu'ils comprendront les différences entre les partis, ils voteront libéral. »

# ÉLECTIONS 2004

## GOUVERNEMENT MINORITAIRE

# Les six alliances possibles

NATHAËLLE MORISSETTE

Depuis que le scénario d'un gouvernement minoritaire est de plus en plus envisagé comme résultat des élections du 28 juin, six coalitions de partis sont possibles, certaines ayant toutefois peu de chances de se réaliser...

Ainsi, le sondage *Ipsos-Reid* du début de la semaine dernière accordait 34% des intentions de vote aux troupes de Paul Martin et 30% aux conservateurs. Les résultats obtenus également par le sondage d'hier laissent croire que même si les libéraux s'allient aux néo-démocrates, le nombre de sièges sera insuffisant pour obtenir la majorité. Alors que des ententes entre le PC et le Bloc aboutiraient à une majorité.

Pour le moment, difficile de savoir si le parti souverainiste accepterait de s'allier systématiquement aux conservateurs. « Le parti le plus près des

conservateurs, c'est le Parti libéral, ce n'est pas nous », s'est défendu le chef du Bloc, Gilles Duceppe.

Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke, n'est pas

### Des ententes entre le Parti conservateur et le Bloc québécois aboutiraient à une majorité.

du même avis. S'il estime qu'une alliance formelle entre bloquistes et conservateurs est impossible, il croit que ces partis peuvent s'entendre sur plusieurs questions. « Il sont en accord sur un point important: la décentralisation du Canada. En plus, le Parti conservateur a toujours été favorable à plus de pouvoirs pour les provinces et reconnaît le déséquilibre fiscal. »

Toutefois, selon M. Guay, le scénario le plus probable demeure celui d'une coalition entre les troupes de Paul Martin et les néo-démocrates. « C'est tout à fait naturel que les deux se rejoignent, affirme-t-il. Ils défendent les programmes sociaux et sont tous les deux assez centralisateurs. »

Même son de cloche du côté de François-Pierre Gingras, professeur de sciences politiques à l'Université d'Ottawa. « Je pense qu'un accord formel entre le NPD et le PLC est possible », dit-il. Mais, il estime que ce genre d'entente est improbable. « À long terme les néo-démocrates n'ont rien à gagner d'une alliance qui permettrait aux libéraux de se maintenir au pouvoir. Si on a un bon gouvernement qui fait plaisir à tout le monde, les électeurs satisfaits pourraient ensuite décider d'élire un gouvernement libéral majoritaire. »

M. Gingras estime toutefois que le Parti libéral, s'il est minoritaire, devra apprendre à courtiser le NPD et le Bloc pour avoir des appuis dans certains dossiers. « Si les libéraux restent en avance dans les sondages, je pense que le scénario le plus probable est celui d'un gouvernement libéral minoritaire qui se maintient au pouvoir grâce à l'appui tantôt du Bloc et tantôt des néo-démocrates. On se retrouverait donc avec un gouvernement qui fait pas mal l'affaire de tout le monde parce qu'il ne peut pas se permettre des politiques qui « antagonisent » tous les partis d'opposition. »

### Scénarios peu probables

En ce qui concerne les autres alliances, les experts estiment que ce n'est pas demain la veille que les électeurs verront des tandems libéraux-conservateurs, conservateurs-néo-démocrates ou bloquistes-néo-démocrates. Les libéraux et les bloquistes pourraient

cependant partager le même point de vue sur certains dossiers.

Une coalition formée du PLC et du PC est un cas de figure impossible, mentionne M. Guay. « Ce sont les deux grands partis. L'un est centre-gauche et l'autre est centre-droite. »

En ce qui concerne les troupes de Jack Layton et les conservateurs, il rappelle que ces deux partis ont une vision complètement différente du Canada. La possibilité d'une entente formelle est donc écartée. Finalement, bien que le Bloc et le NPD puissent s'entendre à plusieurs égards, les chances que l'un ou l'autre se retrouvent au pouvoir sont bien minces.

Malgré tout, M. Guay trouve difficile de faire des prédictions et estime que rien n'est joué avant le 28 juin. « L'électorat est de plus en plus infidèle et les gens sont sceptiques face à la politique. Il n'y a rien d'acquis et tout peut basculer au lendemain du débat des chefs. »

## COALITIONS: LES EXPERTS SE PRONONCENT



CLAUDE GAUTHIER, vice-président de CROP



CHRISTIAN DUFOUR, politologue-chercheur à l'École nationale d'administration publique



FRÉDÉRIC BOILY, politologue à la Faculté St-Jean de l'Université de l'Alberta



### PLC et NPD



#### Alliance formelle possible



« Cette alliance n'est pas contre-nature. Le Parti libéral est plutôt centriste et le NPD pourrait avoir une influence intéressante sur un gouvernement comme celui-là. » Des alliances ponctuelles pourraient également être possibles concernant certaines mesures sociales comme la santé et le travail, dit-il.

#### Alliance formelle possible.



« C'est une alliance naturelle car le NPD est un peu comme la gauche des libéraux. Cette alliance n'est toutefois pas évidente parce que le Parti libéral n'est pas habitué de faire des concessions. » Les deux partis, qui sont centralisateurs, peuvent s'entendre sur plusieurs dossiers comme la santé, souligne-t-il.

#### Alliance formelle possible.



« Ils se rejoignent sur plusieurs points comme la santé et les politiques étrangères. Je crois même que le NPD pourrait réussir à convaincre les libéraux de réformer le mode de scrutin. »

### PLC et BQ



#### Alliance formelle impossible



« Je ne vois vraiment pas comment ces partis pourraient s'entendre pour former un gouvernement. Mais il peut y avoir des alliances ponctuelles sur des dossiers tels que les travailleurs saisonniers, par exemple. »

#### Alliance formelle impossible.



« Sur le plan psychologique, ce genre d'alliance est très difficile. Une entente entre les libéraux et un parti souverainiste serait vue d'un mauvais œil au Canada anglais. » Toutefois, ils peuvent s'entendre sur un nombre important de dossiers sociaux tels que les congés parentaux, estime M. Dufour.

#### Alliance formelle impossible.



« Je vois mal le Bloc aller pactiser avec les libéraux après les avoir tant dénoncés. Toutefois, les deux partis peuvent former des alliances ponctuelles car ils s'entendent sur certains dossiers comme les travailleurs saisonniers et la politique étrangère. »

### PLC et PC



#### Alliance formelle impossible



« Ces deux partis sont comme l'eau et le feu. Il y aurait peut-être une possibilité d'alliance ponctuelle mais là encore, j'ai beaucoup de réserve. »

#### Alliance formelle impossible.



« Ce n'est pas réaliste. Je ne vois pas l'intérêt pour les conservateurs de s'allier avec le PLC. Ils n'ont pas la même philosophie politique. »

#### Alliance formelle impossible.



« Ces partis ne sont pas complètement opposés mais ils essaient tous les deux d'occuper le centre. Je ne sais pas comment ils pourraient former des alliances. »

### PC et NPD



#### Alliance formelle impossible



Selon M. Gauthier, ces deux partis se situent aux deux extrémités, l'un est à gauche et l'autre est à droite. « J'ai également beaucoup de difficulté à croire qu'ils pourraient former des alliances ponctuelles car ils n'ont pas du tout la même vision sociale du Canada. »

#### Alliance formelle impossible.



Le NPD est beaucoup trop à gauche pour les conservateurs, rappelle M. Dufour. « Le problème du PC, c'est qu'il n'a pas d'allié naturel car il le seul parti de droite au Canada. »

#### Alliance formelle impossible.



Ces deux partis sont aux antipodes, mentionne M. Boily. « Ils n'ont pas la même vision du Canada. Je ne pense pas qu'ils puissent former des alliances. »

### PC et BQ



#### Alliance formelle impossible



« Je ne vois pas comment un parti qui représente la droite canadienne peut s'allier à un parti souverainiste social-démocrate. » Par contre, les deux partis pourraient s'entendre occasionnellement car ils sont en faveur d'un état décentralisateur, dit-il.

#### Alliance formelle possible mais improbable.



Malgré tout, il souligne que l'union de ces deux partis serait en quelque sorte la reconstitution du Parti progressiste conservateur sous Brian Mulroney. Ce parti politique était formé en partie de conservateurs de l'Ouest canadien et d'indépendantistes québécois.

#### Alliance formelle possible



« Les bloquistes et les conservateurs peuvent s'entendre sur certaines questions. Par exemple, ils sont favorables à une dévolution des pouvoirs aux provinces. »

### NPD et BQ



#### Alliance formelle possible mais improbable



« On est un peu dans la science-fiction. » Il est peu probable que le NPD forme un gouvernement minoritaire, estime M. Gauthier. « Des alliances ponctuelles sont toutefois possibles car les deux partis s'entendent sur plusieurs dossiers sociaux comme la santé. »

#### Alliance formelle impossible.



« Ce sont deux partis d'opposition et aucun des deux n'aspirent à prendre le pouvoir. C'est ce qui les unit. » Le Bloc et le NPD s'entendent sur la plupart des questions sociales, souligne-t-il.

#### Alliance formelle possible mais improbable



« Les chances que le NPD prenne le pouvoir sont assez minces. Les deux partis peuvent toutefois former des alliances sur tout ce qui concerne la sociale-démocratie. »

# ÉLECTIONS 2004

La deuxième semaine de la campagne a été marquée par des sondages confirmant la baisse de popularité du Parti libéral, soulevant une multitude d'hypothèses sur la formation d'éventuelles coalitions en cas d'élection d'un gouvernement minoritaire. Voici le bilan de nos journalistes.



## La carte maîtresse du Bloc



KARIM BENESSAIEH

Balance du pouvoir. Ces trois mots sont apparus en début de semaine et n'ont plus quitté depuis la caravane du Bloc québécois. Ils étaient toujours accompagnés de trois autres mots tout aussi inattendus, il y a six mois : gouvernement conservateur minoritaire.

Six mots formant un mantra à donner de l'urticaire au Canada anglais.

Car à 22 jours du scrutin, ce qui était impensable est devenu une question incontournable pour Gilles Duceppe : jusqu'où le Bloc québécois progressiste va-t-il aller dans son alliance avec le nouveau Parti conservateur si ce dernier se retrouve à la tête d'un gouvernement minoritaire ? En échange de l'élimination du déséquilibre fiscal, par exemple, quelle position conservatrice le Bloc devra-t-il accepter ?

« Il n'y aura pas de compromission par opportunisme, a répété M. Duceppe mardi, lors d'un point de presse à Mont-Saint-Hilaire. Notre attitude dans tous les scénarios, c'est celle de respecter fondamentalement les engagements qu'on a pris dans le passé. »

Si le chef bloquiste a refusé de manifester sa préférence pour le type de gouvernement qu'il aimerait avoir en face de lui le 29 juin, son lieutenant Yvan Loubier a été nettement plus auda-

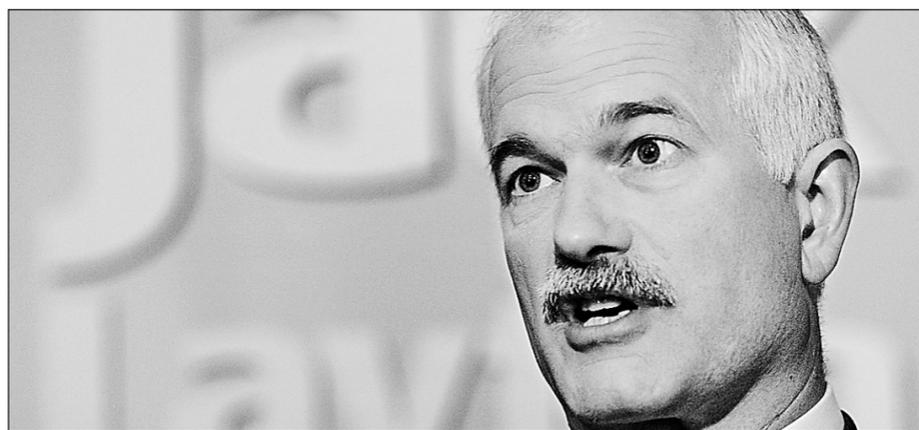
cieux. Un gouvernement minoritaire conservateur donnerait au Bloc « un rapport de force encore meilleur qu'en 1993 », a-t-il admis mardi. Venu en renfort, le député péquiste de Borduas, Jean-Pierre Charbonneau, a parlé quant à lui d'une « carte maîtresse », d'une force politique « qu'on n'a jamais eue ».

On a beau reprocher à Gilles Duceppe — parfois avec une pointe d'envie — de mener une campagne sans risque, le chef bloquiste a au moins le mérite d'être parfaitement cohérent quand on évoque le rôle joué par son parti s'il devait détenir la balance du pouvoir. Point n°1 : pas de coalition officielle et jamais, au grand jamais, de ministre bloquiste à Ottawa.

Deuxièmement, une analyse dossier par dossier « en fonction des intérêts du Québec » des appuis demandés par un PC au pouvoir. En fait, par un curieux réflexe, M. Duceppe a essentiellement évoqué cette semaine les positions conservatrices qu'il n'appuierait jamais. Le durcissement de la loi sur les jeunes contrevenants, les limitations à l'avortement ou au mariage gai, la partition du Québec, la liste est longue et laisserait pessimistes ceux qui espèrent une collaboration entre les deux partis.

Mais le Bloc, comme se plaît à le répéter Gilles Duceppe, se définit comme le parti « le moins bêtement partisan » à Ottawa. Depuis 1993, il a appuyé pas moins de 40 % des projets de loi des libéraux. Depuis 1997, il a aussi suscité 14 fronts communs avec les alliés et les conservateurs.

Évidemment, il n'a jamais été question d'un vote sur le budget. Des semaines de plaisir en perspective...



## Le pacte avec le diable



NATHAËLLE MORISSETTE

Au cours de la deuxième semaine de la campagne, le chef néo-démocrate, Jack Layton, a vivement réagi quand les observateurs ont évoqué la possibilité d'une coalition formée par le Parti conservateur et le Bloc québécois.

Il a même accusé les troupes de Stephen Harper de pactiser avec le diable.

De passage dans l'Ouest canadien, Jack Layton a soutenu qu'il imaginait mal une alliance entre les troupes souverainistes et un Parti conservateur de droite si les Canadiens élisent un gouvernement minoritaire.

« M. Harper est pour le bouclier spatial antimissile, il est pour la privatisation des services, a-t-il mentionné. C'est quelqu'un qui a adopté des positions d'extrême droite par le passé. C'est vraiment en contradiction avec plusieurs des politiques que le Bloc a adoptées au fil des ans. »

Le chef du NPD a également décoché d'autres flèches à l'endroit de ses adversaires en condamnant l'intrusion du secteur privé dans le système de santé.

Il a aussi dénoncé l'attitude du gouvernement provincial de la Colombie-Britanni-

que, qui a mis en place des partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour la construction d'un hôpital.

« Paul Martin autorise la privatisation du système de santé, Gordon Campbell l'implante et Stephen Harper la défend. »

De plus, il a reproché à M. Campbell ainsi qu'au premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, de réduire les impôts et les services publics tout comme le ferait un futur gouvernement Harper au Canada.

### L'énergie éolienne

Outre les critiques envers ses adversaires, M. Layton a profité de cette deuxième semaine pour annoncer d'autres éléments de son programme, notamment en matière d'environnement.

Selon lui, le gouvernement fédéral devrait proposer des mesures incitatives pour favoriser le recours à la puissance du vent.

Le NPD, fortement en faveur de l'utilisation de sources d'énergie propre, s'est engagé à construire, d'ici 2010, 10 000 éoliennes au Canada s'il est porté au pouvoir.

Ce projet, d'une valeur de 10 milliards de dollars, serait entièrement autosuffisant, assurent les néo-démocrates.

En effet, le parti veut instaurer un système de crédits d'émission pour pénaliser les pollueurs, qui paieraient en retour pour l'énergie éolienne.

Avec la Presse Canadienne



## À la conquête de l'Ontario



JOËL-DENIS BELLAVANCE

TORONTO — Le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, n'avait d'yeux que pour l'Ontario durant la deuxième semaine de campagne.

Cette province, qui comptera 106 sièges à l'issue des prochaines élections, a constitué le Waterloo de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur au cours des trois dernières élections, à cause de la division du vote de la droite.

La fusion de ces deux partis politiques et la création du Parti conservateur du Canada, il y a à peine six mois, font en sorte que les libéraux, qui ont remporté la presque totalité des sièges dans la province la plus peuplée aux élections de 1993, 1997 et 2000, sont vulnérables dans plusieurs circonscriptions.

M. Harper a choisi de courtiser l'électorat de l'Ontario en y divulguant son programme électoral au compte-gouttes. Lundi, à Trenton, il a promis d'investir 5,2 milliards dans la défense. Mardi, à Whitby, il s'est engagé à durcir le système de justice pénale. Mercredi, à Toronto, il a déclaré aux gens d'affaires qu'il réduirait leur fardeau fiscal de 4 milliards de dollars et réduirait d'autant les subventions aux entreprises. Jeudi, à Guelph, il

a promis de réduire les impôts de la classe moyenne de 37 milliards au cours d'un premier mandat. Et vendredi, à London, il s'est dit prêt à investir jusqu'à 15 milliards dans la santé.

À chacun de ses arrêts, le chef conservateur a rappelé aux Ontariens leur poids électoral dans les présentes élections. « Vous allez décider qui va former le prochain gouvernement, a-t-il martelé. Les libéraux tiennent l'Ontario pour acquis. Il est temps de mettre fin au cycle de la déception. » Il a aussi attaqué le gouvernement libéral de l'Ontario, dirigé par Dalton McGuinty, qui a déposé un budget fort impopulaire à quelques jours du déclenchement des élections. Cette stratégie semble avoir déjà porté fruit : un sondage réalisé par la firme Ipsos-Reid publié hier indique que les conservateurs sont maintenant en tête dans les intentions de vote en Ontario pour la première fois en 19 ans. Le Parti conservateur y obtient 35 % des appuis contre 32 % au Parti libéral. Le revirement est spectaculaire. Au déclenchement des élections, les libéraux y détenaient une avance de 22 points sur leurs adversaires.

La semaine ne s'est toutefois pas déroulée sans anicroche pour les conservateurs. Stephen Harper a été sur la défensive pendant quelques jours sur la question de l'avortement après qu'un de ses députés eut affirmé que le gouvernement fédéral devrait obliger les femmes qui désirent mettre fin à une grossesse à obtenir l'avis d'une tierce personne avant de procéder.



## Comment stopper l'hémorragie?



GILLES TOUPIN

SAINT-JEAN, Terre-Neuve — Paul Martin livre la bataille de sa vie pour conserver son poste de premier ministre et il a vivement cherché au cours de cette deuxième semaine de campagne l'antidote qui mettrait fin à la désaffection des électeurs face au Parti libéral.

Secoué par un sondage dévastateur lors du week-end précédent, où les conservateurs remontaient à 30 % des intentions de vote et les libéraux étaient cantonnés à 35 %, il s'est démené avec la dernière énergie toute la semaine, divulguant notamment des pans majeurs de son programme politique dès lundi à Vancouver, où il a annoncé une aide accrue aux aînés, pour enchaîner à Windsor, où il a annoncé le reste du programme libéral, notamment une bonification du budget de la défense, un projet de système de garderies pour tout le pays — une promesse non tenue de 1993 et de 1997 — et d'autres initiatives.

Les promesses du chef libéral sont si nombreuses et si importantes que force est de constater qu'il reconnaît de facto l'existence du fameux déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces. M. Martin est d'ailleurs passé aux aveux à ce chapitre en utilisant l'expression « pressions fiscales ».

M. Martin a voulu miser également sur les contrastes frappants entre sa vision du Canada et celle de son principal adversaire, le conservateur Stephen Harper, en faisant ressortir l'effort financier disproportionné que ce dernier veut fournir du côté de la défense. « Je ne crois pas que les Canadiens vont trouver que d'investir dans des porte-avions est plus important que d'investir dans la santé », répète sans cesse Paul Martin. Il s'est démarqué aussi des conservateurs sur la question de l'avortement en collant aux principes des libertés individuelles contenues dans la Charte.

Le premier ministre n'a pas eu cependant tout l'appui qu'il aurait dû avoir de ses stratèges, qui ont envoyé deux ministres, Judy Sgro (Immigration) et John McCallum (Anciens combattants), se ridiculiser à Toronto en interpellant Stephen Harper en pleine rue. L'électorat est pour ainsi dire volatile, encore plein de son mécontentement envers l'administration libérale et envers le scandale des commandites, envers aussi certains gouvernements provinciaux libéraux tel celui de Dalton McGuinty en Ontario. M. Martin, qui veut désespérément faire tourner le vent, a même fait son mea culpa en Nouvelle-Écosse vendredi sur cette question, prenant sur lui toute la responsabilité de l'affaire et promettant que cela ne se reproduirait plus jamais.

Rien n'y fait. Hier, un sondage a confirmé la plongée de l'équipe Martin, la vouant dans le meilleur des scénarios à un gouvernement minoritaire. « La campagne se passe très bien », a continué de prétendre le chef. Eh oui ! Tout va très bien, madame la marquise...



PHOTO ARCHIVES AFP

« Président téflon », Ronald Reagan a été chéri par les Américains, au point où les électeurs lui pardonnaient toutes ses bourdes. On le voit ici en 1991, prononçant un discours lors de l'inauguration d'une bibliothèque portant son nom, en Californie.

# Un vent de droite sur l'Amérique

**DAVID GRONDIN**  
L'auteur est chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand de l'Institut d'études internationales de Montréal  
(www.dandurand.uqam.ca).

« Le gouvernement n'est pas la solution à notre problème. Le gouvernement est le problème. » C'est sur ces paroles que Ronald Reagan se fait porter au pouvoir en 1980; l'État-providence américain instauré depuis la *New Deal* de Franklin Roosevelt est alors sévèrement montré du doigt.

À l'instar de l'actuel président, George W. Bush, Reagan veut sabrer dans les programmes sociaux. En réduisant les impôts et les investissements publics dans l'économie et en prônant le libre-échange et le règne du marché, Reagan veut stimuler les investissements de l'entreprise privée et favoriser une relance économique afin de sortir les États-Unis de la récession du début des années 80. C'est la fin du *big government* et de l'interventionnisme fédéral qui prépare la voie au néo-libéralisme mondialisé des années 90. C'est là le principal héritage que laisse le re-

gretté « Dutch » aux Américains et au monde.

## Les reagonomics : la défense avant le bien-être

Reagan voyait dans le gouvernement le vecteur de la crise économique conjoncturelle que vivaient alors les États-Unis. Les mesures économiques qu'il préconisait — les *reagonomics* — sous-tendaient que la panacée au déclin américain devait passer par le marché, par la loi de l'offre et de la demande, et ce, sans aucune intervention de type monopolistique ou étatiste. Rien ne devait interférer avec la libre formation des prix et la concurrence; la dérégulation et la baisse d'impôts constitueraient les éléments moteurs de la reprise économique (comme chez W. Bush, la baisse d'impôts visait les plus nantis et les corporations).

S'il avait promis la réduction des dépenses vouées au bien-être, à la sécurité sociale ainsi qu'à la santé, les coupes de l'ordre de 45 milliards de dollars ont surtout touché les plus déshérités. Toutefois, plutôt que de chuter, les dépenses sociales se sont accrues considérablement entre 1980 et 1988, passant de 313 à 533 milliards de dollars; seul le taux d'aug-

mentation des dépenses sociales a finalement diminué. En effet, il aurait été plutôt maladroit pour Reagan de réduire les bénéfices sociaux des personnes du troisième âge (la sécurité sociale et l'assurance médicale) alors que celles-ci comptaient parmi les électeurs qui lui étaient acquis pour une réélection.

Bien que Reagan ait fait de l'atteinte d'un budget équilibré son principal cheval de bataille en 1980, son agenda conservateur l'a empêché d'y parvenir. En réduisant massivement les revenus du gouvernement par la baisse d'impôts d'une part, il augmentait d'autre part substantiellement le budget consacré à la défense nationale. Il s'est ainsi retrouvé face au plus grand déficit en temps de paix qu'aient alors connu les États-Unis, qui passa de 90 milliards à 283 milliards entre 1982 et 1986. Le fameux projet d'Initiative de défense stratégique de mars 1983 y a été pour beaucoup.

## Le vent « nouveau » de la droite conservatrice

Avec le recul, les historiens et les politologues évoquent une révolution reaganienne pour caractériser l'émergence de la nouvelle droite conserva-

trice au début des années 80. Il est vrai que l'accession à la présidence de Ronald Reagan provoque un profond réalignement électoral conservateur favorable aux républicains, lequel vient se substituer au système électoraliste démocrate du *New Deal* en place depuis les années 30.

Si Ronald Reagan est vu comme l'emblème de la percée néo-conservatrice dans la vie politique américaine, il convient cependant de relativiser son apport et son rôle. Aux élections de 1980, Reagan jouit plutôt d'un contexte favorable, ayant comme vis-à-vis un président, Jimmy Carter, dont l'image internationale sort ternie par une prise d'otages désastreuse de citoyens américains à l'ambassade américaine de Téhéran et par l'invasion soviétique en Afghanistan, tout cela sans compter que le pays est la proie d'une crise inflationniste record découlant du second choc pétrolier.

Charismatique et utilisant avec brio son discours critique d'un gouvernement fort, Reagan parvient toutefois à capitaliser sur la crise de confiance des Américains envers leur présidence dans les années 70, résultat du scandale du Watergate et de la publication par le journaliste Neil Sheehan des *Dossiers du Pentagone*, qui avaient

révélé de nombreux abus de pouvoir présidentiels. Reagan profite ainsi de la déconfiture d'un président tentant sa réélection pour faire adopter un agenda politique très conservateur.

Au-delà de son aspect souvent caricatural, Ronald Reagan a ainsi profondément marqué le visage électoral américain. Les républicains obtiennent davantage de votes au Sénat et à la Chambre des représentants et le parti démocrate compte davantage d'appuis conservateurs dans sa base partisane. Plusieurs démocrates du Sud, tels Bill Clinton et Al Gore, se sont même présentés comme des « Reagan démocrates », c'est-à-dire des démocrates conservateurs.

Ce président, chéri par les Américains au point où ils lui pardonnaient toutes ses bourdes, d'où son sobriquet de « président téflon », sur qui aucune critique et scandale (tel l'*Irangate*) ne collaient, aura, par ses actions et convictions, insufflé un vent de droite républicain sur la nation américaine. Les États-Unis d'aujourd'hui, gouvernés par le républicain George W. Bush et par le Congrès tout républicain, sont la preuve de l'emprise durable de cette révolution conservatrice reaganienne.

# Artisan de la fin de la guerre froide

Jusqu'où sa politique à l'égard de l'URSS a-t-elle mené à la mort du communisme ?

**SÉBASTIEN BARTHE ET FRÉDÉRIK GAGNON**  
Les auteurs sont chercheurs à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand de l'Institut d'études internationales de Montréal  
(www.dandurand.uqam.ca).

Le décès de Ronald Reagan pose la question de l'influence personnelle qu'il a eue sur les événements menant à la fin de la guerre froide, étape historique qui a bouleversé la politique internationale et dont on ressent toujours les effets aujourd'hui. Quelle a été la responsabilité de Reagan dans la fin de la guerre froide ?

Certains indiquent que sa politique rigide à l'égard de l'Union soviétique a mené au « triomphe américain » sur le communisme international. D'autres voient au contraire dans les efforts d'ouverture politique et économique de Mikhaïl Gorbatchev l'unique cause de la fin de la guerre froide. Pourtant, à la fois Reagan et Gorbatchev ont été les artisans de la chute des tensions entre les superpuissances américaine et soviétique.

## Reagan et la politique de fermeté envers l'URSS

Par sa politique de fermeté envers l'URSS, Reagan a précipité la fin de la guerre froide parce qu'il a fait croire — et bientôt comprendre — aux dirigeants soviétiques que leur pays n'était plus apte à faire compétition à la superpuissance américaine. Pour y arriver, Reagan a rompu avec la politique de détente de ses prédécesseurs, Nixon, Ford et Carter, convaincu que faire confiance aux communistes mettrait en péril la sécurité nationale des États-Unis. Sa devise étant « la paix par la force », il a alloué quelques-uns des budgets de défense les plus importants de l'histoire américaine, dont le record demeure 286,8 milliards de dollars en 1985 (450 milliards en dollars actuels).

Cet argent a servi à explorer de nouvelles avenues militaires comme l'Initiative de défense stratégique — l'un des projets les plus ambitieux de bouclier antimissile — et à développer des armements nucléaires comme les bombardiers B-1 et les sous-marins Trident. Sur le plan militaire, l'URSS n'a pas pu suivre les États-Unis de Reagan encore longtemps. À l'étranger, Reagan a choisi de dé-

fier Moscou en exigeant, entre autres, le déploiement des euromissiles et en formulant la « doctrine Reagan ». Celle-ci a mené à l'endigement et au « refoulement » (*containment and rollback*) de l'expansion soviétique en Afghanistan, d'où l'Armée rouge a dû se retirer dans la défaite en 1989. Par ses discours déplorant la tyrannie et le dirigisme économique de l'« Empire du Mal », Reagan a, enfin, contribué au triomphe des principes occidentaux en Europe de l'Est, où plusieurs révolutions populaires ont eu lieu et ont apporté une vague de démocratisation et de libéralisation des marchés.

## Gorbatchev et la politique d'ouverture envers les États-Unis

Si, par son anticommunisme invétéré et sa volonté de réaffirmer la puissance américaine, Reagan a creusé de façon définitive l'écart général qui s'était accumulé durant les années 70 entre les États-Unis et l'URSS, il est impossible d'oublier que sans les efforts d'ouverture politique et économique faits par Mikhaïl Gorbatchev à partir de la deuxième moitié des années 80, la guerre froide ne se serait jamais terminée de façon si hâtive et soudaine. Plusieurs exemples dépeignent Gor-

batchev comme le grand responsable de la chute des tensions entre les superpuissances américaine et soviétique.

La conclusion des accords de Washington sur les forces nucléaires intermédiaires de 1987, le début des négociations sur la réduction des forces stratégiques (qui ont mené au traité START en 1991), le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1988, et la neutralité du Kremlin face à l'effondrement rapide des « régimes frères » d'Europe de l'Est en 1989 témoignent du courage et de la ténacité de l'ancien secrétaire général du parti communiste de l'URSS. Reagan, à cette époque, n'a semblé être qu'un acteur à la remorque de Gorbatchev et de sa « nouvelle pensée » en matière de politique étrangère. Certes, le 40<sup>e</sup> président des États-Unis a eu le mérite de suivre son homologue soviétique sur le chemin du dialogue, mais son apport personnel pour mettre un terme à la guerre froide a été, somme toute, plus marginal que celui de Gorbatchev.

## Une responsabilité partagée

En regard de la complexité des événements qui ont marqué la chute de l'URSS, les positions qui offrent, soit

uniquement à Reagan, soit uniquement à Gorbatchev, le mérite d'avoir créé les conditions de la fin de la guerre froide sont insuffisantes. Il n'est pas clair qu'un autre appareil-chik aurait été aussi sincère quant à son désir de transformer la confrontation entre les deux Grands en une coopération effective pouvant garantir la sécurité internationale.

On ne devrait pas non plus sous-estimer le rôle qu'a eu Reagan quant à ces changements. Dès l'automne 1984, en pleine campagne présidentielle, il a dit vouloir revoir sa politique de fermeté et tendre les relations avec Moscou pour son deuxième mandat. De plus, lorsque Gorbatchev a entamé son offensive diplomatique visant à asseoir ses projets de réformes internes sur un appui externe, Reagan a été l'un des premiers à croire qu'il s'agissait là d'un personnage digne de confiance et avec qui, selon les mots que prononcera plus tard Margaret Thatcher, il était « possible de faire des affaires ».

Cette ouverture d'esprit du président américain, défiant les conseils de plusieurs membres de son entourage immédiat et de son cabinet, a été un élément facilitant et même renforçant les efforts de Gorbatchev. Loin d'avoir été un simple spectateur des extraordinaires événements de son époque, Ronald Reagan aura donc grandement contribué, à la fois par son charisme et sa flexibilité face aux changements inattendus, à mettre fin à une des périodes les plus dangereuses de l'histoire contemporaine.

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## Au voleur!



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Des affiches nouveau genre ont surgi dans le paysage électoral. « Qui a volé l'argent des chômeurs? Moi, je ne vote pas pour ça! », peut-on y lire. Il y a une bonne dose de démagogie dans cette campagne lancée par des groupes populaires et les centrales syndicales. Mais il y a aussi des préoccupations légitimes.

Le gouvernement du Canada a-t-il volé les chômeurs en laissant s'accumuler un surplus de 44 milliards dans la caisse de l'assurance-emploi depuis 1996, et en utilisant cette somme à d'autres fins que le secours des personnes sans emploi? Le mot vol est beaucoup trop fort. Cet argent n'a pas disparu. Il n'a pas été utilisé à des fins privées ou basement partisans. Chaque année, comme cela est prévu par la loi, le surplus a été versé au fonds consolidé du gouvernement. Ces milliards ont donc contribué à l'atteinte de l'équilibre budgétaire; ils ont gonflé la marge de manoeuvre qui a permis au fédéral d'augmenter ses dépenses dans divers domaines, notamment en santé. Les chômeurs, comme les autres Canadiens, ont profité de ces mesures.

Dans un jugement que la CSN a porté en appel, la Cour supérieure a

estimé que du point de vue juridique, il était erroné de conclure « qu'en agissant comme il le fait, le gouvernement du Canada se serait illégalement approprié ou aurait utilisé de façon illégale les surplus accumulés au compte d'assurance-emploi ». Du reste, comme l'a rappelé le juge Clément Gascon, le gouvernement n'a fait qu'emprunter ces sommes au compte.

Pas de vol, donc. Par contre, il y a bien une sorte de détournement de fonds, sinon du point de vue juridique, certainement du point de vue politique et moral. Les travailleurs qui cotisent à l'assurance-emploi le font pour être protégés le jour où ils perdraient leur emploi, pas pour aider le gouvernement fédéral à dépenser en santé ou ailleurs. Ce genre de manipulations comptables contribue à la grogne des contribuables; le gouvernement doit y mettre fin.

Cela ne peut pas se faire en criant ciseau: tout versement du gouvernement au compte d'assurance-emploi a un impact sur ses équilibres financiers. Ottawa devrait se doter d'un plan permettant de ramener à moyen terme le surplus du compte au niveau nécessaire pour garantir la viabilité du régime, pas plus. Ce plan — un remboursement de 30 milliards! — pourrait comporter à la fois une bonification de l'assurance-emploi et une diminution des cotisations.

Si les élus souhaitent restaurer la confiance des citoyens à leur endroit, ils doivent notamment s'imposer une règle simple: les sommes perçues à une fin spécifique ne devraient pas être dépensées à d'autres fins.



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## D'UN CANADA À L'AUTRE — ÉLECTIONS 2004

# La voie proaméricaine

## Être contre M. Bush n'est pas synonyme d'être antiméricain; c'est être du côté d'une majorité d'Américains eux-mêmes

LAWRENCE MARTIN



L'auteur est journaliste. Il vient de publier le deuxième tome d'une biographie de Jean Chrétien.

Une chose étrange s'est produite après le déclenchement de la guerre en Irak. C'était faire preuve de non-conformisme idéologique pour nos leaders politiques canadiens que de critiquer George W. Bush. Le président s'est acquis une bonne mesure d'indemnité dans ce pays, laquelle s'est poursuivie, jusqu'à un degré malsain, dans les premières phases de la présente campagne.

Cette immunité résulte principalement d'insultes lancées à la face de M. Bush et des Américains par quelques membres du gouvernement Chrétien. Il s'agissait de remarques faites en privé, mais la réaction qu'elles ont provoquée fut si vive qu'elle a eu pour effet d'intimider les politiciens qui avaient des critiques fondamentales à faire.

Même si la performance du président Bush a été, aux yeux de nombreuses personnes, désastreuse, essayez donc de trouver un leader politique canadien qui a prononcé un seul mot contre lui au cours de la dernière année.

Les répercussions de ses politiques sur la situation dans le monde



Paul Martin et George W. Bush lors de leur rencontre, en janvier dernier, au Sommet des Amériques à Monterrey, au Mexique.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

fait référence au « goulag » de George Bush, à ses prisons où les détenus ont été torturés, tués, privés de l'accès à leurs droits juridiques. Il a dit de M. Bush qu'il avait « suscité plus de colère et d'indignation justifiées contre nous à titre d'Américains que tout autre leader de notre pays dans les 228 années de l'existence de notre nation ».

Il a accusé M. Bush d'avoir exposé le monde « à un danger plus grand de subir des attaques terro-

ristes en raison de son arrogance, de son obstination et de ses bourdes dans sa volonté de mettre le feu aux poudres là où il n'y a aucune menace contre nous. Et par là, il a fait insulte à la religion, à la culture et aux traditions de peuples dans d'autres pays. Et en poursuivant des politiques qui ont entraîné la mort de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes innocents. »

Les affaires étrangères figurent rarement au palmarès des discussions lors des élections canadiennes, mais lorsque les politiques

unilatérales des États-Unis provoquent le genre de chaos tel qu'engendré par la présente administration, c'est une honte que nos dirigeants n'aient pas le courage de faire face à la situation.

La crainte d'être mis dans le même panier de l'anti-américanisme est aussi présente que jamais au Canada. Mais être contre M. Bush n'est pas synonyme d'être anti-américain. C'est être du côté d'une majorité d'Américains eux-mêmes. C'est être proaméricain.

C'est sur l'arène internationale que Paul Martin peut briller et c'est là qu'il souhaite que soient les conservateurs, qui préconisaient une participation canadienne à la guerre en Irak. Selon le plus récent sondage, 70 % des Canadiens appuient maintenant la décision du gouvernement Chrétien de ne pas se mêler de la guerre.

L'ouverture qui s'offre au premier ministre Martin, qui a besoin de quelque chose pour redresser sa campagne, se fait béante. Il devrait énoncer avec assurance la position du Canada et indiquer l'approche à adopter pour s'attaquer au carnage laissé par les idéologues de droite à Washington, que le parti de Stephen Harper tenait, semble-t-il, en haute estime.

Pour Paul Martin, c'est la bonne voie à suivre, la voie proaméricaine.

# Totale indifférence

M. Martin n'a manifestement pas réussi à faire une équation entre un fisc moins vorace et le darwinisme social yankee de la mythologie

BRIAN LEE CROWLEY



L'auteur est président de l'Atlantic Institute for Market Studies un organisme indépendant établi à Halifax qui se consacre à l'étude de la

politique sociale et économique.

Pour la première fois en une génération, l'anti-américanisme, le leitmotiv de la campagne libérale hors du Québec, ne rapporte pas de gains politiques.

Dans ses publicités à la télé, Paul Martin tente de diaboliser le leader conservateur Stephen Harper en l'associant à des valeurs « américaines ». La principale cible de ses attaques: le volonté de M. Harper d'abaisser les impôts.

Cette approche, soutient M. Martin, mettra en péril nos programmes sociaux. Le Canada est un pays où les gens prennent soin les uns des autres et, par implication, ce n'est pas le cas des États-Unis.

En temps normal, cette tactique formerait un pari sûr. Après tout, selon les mots d'un célèbre historien d'ici, un Canadien est le parfait anti-Américain tel qu'imaginé par Dieu.

Pourquoi cette totale indifférence? Ce pourrait bien être parce que M. Martin a trop joué la carte de l'anti-américanisme, même pour le grand appétit que

**Gaspiller de l'argent en quantités colossales ne constitue guère un motif de fierté nationale.**

manifestent normalement les Canadiens à cet égard.

Prenez par exemple l'équation qu'il propose selon laquelle des impôts plus bas aux États-Unis égalent une société indifférente aux autres. Ce qu'il oublie, c'est que les Américains se montrent considérablement plus généreux envers les oeuvres de bienfaisance que les Canadiens, ce qui n'est guère une mesure de totale indifférence à l'égard des membres les plus mal lotis de la société. En outre, il omet également de souligner que ces bas impôts sont perçus aux États-Unis sur une économie de très

grande taille et sur les gros salaires touchés par les Américains. Voilà pourquoi les Américains sont traditionnellement les plus grands contribuables au monde, dans l'absolu, mais non pas du point de vue du pourcentage des revenus.

Et que font les Américains de ces recettes fiscales? À coup sûr, c'est là que réside la principale différence. Les États-Unis, par exemple, consacrent une misère de 7 % de leur PIB aux soins de santé financés par le secteur public, alors que le Canada accorde le généreux pourcentage de... 7 % au même poste budgétaire. Et un point du PIB américain vaut beaucoup plus qu'un point du PIB canadien.

Ils dépensent leur argent différemment, bien sûr, mais il est évident que le financement de notre système de santé n'expli-

que pas pourquoi nous payons des impôts plus corsés que nos voisins.

Il est vrai que nous dépensons sans compter

pour des programmes de développement économique régional tels que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, l'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers et la péréquation, alors que les Américains n'ont aucun de ces programmes. Les dépenses, dont on a longtemps dit qu'elles jouaient un rôle sur le plan du développement régional aux États-Unis, favorisent en fait les États plus riches. Mais avant de nous montrer satisfaits de nous-mêmes,

souvenons-nous que les États américains se remettent beaucoup mieux que les provinces canadiennes d'un sous-développement économique ou d'une dégringolade, et que leur taux de chômage est toujours environ deux points de pourcentage inférieur au nôtre. Gaspiller de l'argent en quantités colossales ne constitue guère un motif de fierté nationale.

Les Canadiens ne souhaitent pas être Américains, mais M. Martin n'a manifestement pas réussi à faire une équation entre un fisc moins vorace et le darwinisme social yankee de la mythologie.



# À VOTRE TOUR



Diane Giroux

PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

## Curiosité malsaine

### LETTRE DE LA SEMAINE

DIANE GIROUX  
*L'autre demeure à Boucherville.*

Depuis quelques mois, mais peut-être est-ce depuis toujours, les médias écrits et télévisés nous imposent des images douloureuses voire même déshumanisantes, de morts violentes, tortures, humiliations, qui résultent de guerres incompréhensibles.

Je me suis toujours défendue de regarder les « reality shows » surtout ceux où les candidats avides de sensations fortes sont prêts à ingurgiter des trucs dégueulasses, à presque se mutiler afin d'aller toujours plus loin et d'être les meilleurs. Meilleurs pourquoi ? Au

nom de quoi ? Il semble qu'il y ait un public pour ce genre de show à sensations. C'est le droit de chacun d'aimer ou pas.

Lorsque je lis mon journal, que je regarde le bulletin télévisé et que des images insoutenables y sont imprimées en première page ou présentées en plein écran, une sorte de nausée s'empare de moi et me fait détourner la tête. Je me questionne alors sur la raison pour laquelle on publie des photos déchirantes. Doit-on, au nom de la dénonciation de ces tortures et humiliations, faire fi des sentiments éprouvés par les personnes très proches de ces victimes d'abus et présenter sur le vif toutes ces horreurs ? Et que dire de tous ces corps d'adultes et d'enfants, déchiquetés sous l'effet d'explosions ? J'entends déjà la réponse : c'est de l'information, la population doit savoir.

Je ne sais si, étant moi-même une

de ces victimes, quelle serait ma plus grande humiliation : être nue devant un groupe d'enragés qui m'humilient et me terrorisent, ou savoir que ma photo, prise dans cette condition, fera le tour de la planète ?

Je ne sais si, étant la mère, l'épouse, l'amie d'une victime carbonisée et suspendue à un poteau, ou d'un jeune homme qui hurle alors qu'on le décapite, je trouverais la force de regarder ces images me présentant une dernière fois le corps de mon enfant, époux, ami, ou encore d'entendre ses derniers cris qui me poursuivraient jusqu'à la fin de mes jours. Et on en repasse encore la bande vidéo !

Si le but de tout cet étalage de douleur est d'informer le public que des horreurs existent, cela on le savait. Dans un monde où on banalise de plus en plus la violence, beaucoup de films en sont la preuve, les criminels se transforment en

héros, « Monica » doit même se retourner dans sa tombe.

Jusqu'où faudra-t-il aller pour satisfaire ce besoin de curiosité malsaine, de voyeurisme, qui sommeille en chacun de nous et qui, soyons honnêtes, remplit bien les poches des propriétaires de médias.

Au nom de la dignité pour toutes les victimes de pareils actes, par respect de la douleur éprouvée par leurs proches, peu importe dans quel camp on se situe, il est impératif de réviser nos critères par rapport à ce qui peut être ou ne pas être publicisé. Mettons de côté nos besoins de voyeurisme malsain.

Non je n'aime pas les « reality shows », non je n'aime pas la violence et je me sens impuissante face à tout ce cafouillis qu'est notre planète.

À l'aube de mes 50 ans, au moment où la sérénité doit s'installer en soi, je regarde vers l'avant et soudain et j'ai peur pour mes enfants. Si j'avais encore 30 ans, il n'est pas garanti que je voudrais donner la vie dans ce monde tellement pervers et avide d'atrocités.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M<sup>me</sup> Giroux recevra une copie laminée de cette page.

## Scribouilleuse de banlieue

FRANCINE GAUTHIER

M. Dany Laferrière, Vous m'avez fait pleurer. Rassurez-vous, c'était des larmes de soulagement. Un peu comme si j'avais mis ma tête sur votre épaule et que vous m'aviez consolée. J'ai découpé avec révérence votre chronique « Premier Roman », du dimanche 23 mai et l'ai épinglée sur mon babillard. En rappel de tous ces moments de doute envers ce que j'ai su faire de mieux

dans ma vie : écrire.

Je ne panse pas des plaies, ne comptabilise pas des factures, ne construis pas des condos, ni ne vends des bas de nylon, mais j'écris des histoires à propos de gens qui font tous ces métiers et encore plus. Ma passion me pousse à me lever la nuit même si je dois me consacrer à mon vrai travail le jour qui, lui, paiera les factures de la semaine. Je n'ai pas calculé les heures que m'ont coûté mon premier roman ni ne calculerai

celui du deuxième en évolution. Je préfère goûter aux moments de bonheur qu'ils m'ont procuré. Je me rappellerai toujours le jour où j'ai tapé le dernier mot de mon premier roman qui fut aussi déchirant qu'un adieu mais en même temps d'une euphorique libération.

Après plusieurs tentatives pour expliquer aux autres ma passion, j'ai vite appris à me taire quand j'ai compris qu'aux yeux des gens de mon entourage, une fainéante qui a du

temps à perdre. À quoi ça sert de ser- rer les dents devant des ignorants qui n'ont aucune espèce d'idée de la montagne d'efforts requis ne serait-ce que pour l'écriture d'un tout petit poème ?

En attendant, ma plume s'épanouit dans le silence de mon sous-sol. Comme tout écrivain, je désire qu'on m'accorde un jour la chance d'être publiée, mais ce que je voudrais avant tout obtenir par cette reconnaissance, c'est le respect de ceux qui ne voient en moi qu'une scribouilleuse de banlieue, la tête dans les nuages.

Votre compréhension a ensoleillé mon dimanche.

## Contre la promotion de la prostitution ?

ÉLAINE AUDET  
*M<sup>me</sup> Audet est écrivaine, membre de l'UNEQ.*

M. Philippe Couillard, Je viens d'apprendre que vous avez remis au groupe Stella un prix d'excellence pour la prévention, la promotion et la protection de la santé et du bien-être des populations. Est-ce là la nouvelle vision qu'a le gouvernement du Québec du bien-être des populations ? Tout en distribuant des condoms et de l'information sur le VIH, le groupe Stella n'a jamais fait mystère de sa volonté d'obtenir la décriminalisation totale de la prostitution.

Il y a au Québec un consensus en faveur de la décriminalisation des prostituées, qui sont incontestablement victimes de la violence inhérente à ce « métier », ne serait-ce que dans le « viol tarifé » de leur intimité, mais rien ne saurait justi-

fier celle des proxénètes et des clients, sans que cette marchandisation du corps des femmes — et de plus en plus des enfants — ne saurait exister.

À court terme, votre gouvernement devrait s'assurer que les femmes prostituées aient accès aux services sanitaires, sociaux, juridiques et policiers qu'elles réclament, ainsi qu'à des refuges d'urgence et à des abris à long terme, que les auteurs de violence à leur égard soient poursuivis au criminel, que les policiers soient là pour les protéger et non pour les harceler et leur distribuer des contraventions.

Il ne s'agit pas de lutter contre les prostituées, mais contre la prostitution. Nous possédons déjà un système de protection sociale universel, en vertu duquel tous les citoyens et toutes les citoyennes ont accès à des services de santé gratuits, des prestations d'aide sociale et une pension de vieillesse qui ne

sont pas liés à l'emploi, mais seule l'assurance d'un revenu minimum décent à toutes et à tous pourrait faire en sorte que nul ne soit réduit à se prostituer pour survivre.

En accordant ce prix à un groupe qui fait la promotion du « travail du sexe », le gouvernement du Québec

**La prostitution deviendra-t-elle un « métier comme un autre », soumis au Code du travail ?**

semble donner son aval à la libéralisation de la prostitution, feignant de croire qu'il s'agit, dans la majorité des cas, d'un libre choix, comme si la coercition du milieu, les rapports sexuels de domination, les conditions affectives, sociales et économiques des personnes concernées ne jouaient aucun rôle dans leur dé-

cision de vendre leur corps.

Votre gouvernement montre-t-il, par l'attribution de ce prix et le récent rapport du Comité permanent de la jeunesse recommandant la décriminalisation des clients des jeunes prostituées, qu'il serait favorable à la reconnaissance de la prostitution en tant que « métier comme un autre », soumis au Code du travail et possédant un syndicat qui, tel Stella, représenterait les droits des « travailleuses du sexe » ? Voit-on dans la perspective d'une décriminalisation complète de la prostitution la possibilité de nouvelles rentrées fiscales et un débouché intéressant pour réintégrer sur le marché du travail les personnes en chômage et assistées sociales ? (...)

Il est inquiétant de constater que les crédits nécessaires à la mise en place de mesures efficaces pour la réinsertion des femmes prostituées

## Comment est-ce encore possible ?

HÉLÈNE POLIQUIN  
*L'autre demeure à Lachenaie.*

Je passe tous les matins sur le même chemin menant à mon bureau. L'hiver avec son beau manteau blanc, pourtant avec son froid glacial pour eux... L'automne avec ses belles couleurs, pourtant avec sa pluie intermittente pour eux... Le printemps avec sa douce brise, pourtant si morose pour eux... L'été avec son beau soleil, pourtant avec sa chaleur accablante pour eux... Tous les matins, tous les jours, 6h45 am...

Je roule vers le stationnement de mon bureau, je tourne sur Saint-Denis coin Viger, et mes yeux ne peuvent s'empêcher de regarder à ma gauche, sous les abris de ciment, ces gens couchés par terre ! Pour eux ce fut là leur logis pour la nuit ; pour eux ce fut là la pénombre qui prit la place de la lampe de chevet ; la noirceur ensuite qui leur annonça que la nuit était là ; les klaxons et le bruit des voitures qui remplacent le réveille-matin, une fois le matin venu ; les bouteilles d'alcool qui pour eux seront leur jus d'orange qu'ils devraient prendre douillettement dans un lit confortable...

Comment est-ce encore possible en 2004 de voir autant de gens itinérants et seuls... Car oui ils sont seuls... Seuls avec eux-mêmes, seuls avec leurs regards que jamais ils ne voient dans une glace ; ils ne peuvent pas prendre un bon bain chaud aux odeurs de vanille, ils se trempent vite dans quelques-unes des fontaines qui ornent la ville, ils ne sont qu'amorphes... Ils laissent passer les journées couler et fondre sur leur temps perdu. Ils n'ont aucune valeur, aucun but, aucun rêve, c'est le néant...

### Comment aider ?

Je voudrais pouvoir aider chacun d'eux ! Comment leur venir en aide ? Veulent-ils de l'aide ? Sûrement plusieurs d'entre eux le voudraient, mais d'autres veulent peut-être vivre leur vie de cette façon. Comme ils ont du être malheureux pour en venir là ! Voient-ils de l'espoir au bout du tunnel ? Voient-ils de la lumière au loin ? Chacun de nous sur terre devrait pouvoir se coucher et se lever à l'abri, bien au chaud. Pouvoir dire bonjour et bon matin à notre conjoint et à nos enfants en nous levant ! Eux ne se disent bonjour qu'à eux-mêmes. Ont-ils des amis, de la famille, des proches à qui parler ? Ou sont-ils seuls pour toujours avec pour seuls amis le jour et la nuit, quelques bancs de parc, l'asphalte qui leur sert de lit et le vent de couverture.

Comme la vie est triste quand on regarde tout autour de nous cette pauvreté, cette injustice que comporte souvent la vie. Pour tous ces hommes et ces femmes qui sont nos alliés à nous tous humains de la terre, prisons et souhaitions qu'un jour ces gens aient la force de se relever, de continuer, de se battre pour une vie meilleure... Et surtout, souhaitons leur tout l'amour qu'ils ont manqué...

## SCIENCE

# 85 milliards d'humains plus tard

La population de la Terre a augmenté en flèche depuis un siècle. Plusieurs démographes ont sonné l'alarme de la surpopulation dans les années 70. Mais en fait, la majorité de nos ancêtres ont vécu dans la préhistoire. Bienvenue dans le monde fascinant de la démographie préhistorique, une affaire qui a débuté il y a 7000 générations.

MATHIEU PERREAULT

PARIS – Entre 6000 et 2000 ans avant Jésus-Christ, la population humaine a décuplé. Ce passage de moins de 10 millions à plus de 100 millions d'habitants sur Terre serait dû à des changements en apparence anodins : la libido et l'allaitement.

Personne n'était évidemment sur les lieux pour en témoigner. Mais la



« Je me suis aperçu dans les années 70 que les démographes ne connaissaient rien à la préhistoire. »

démographie préhistorique est passée maître dans l'art de faire beaucoup avec peu. À partir de données sur les populations de chimpanzés en Afrique et sur les nomades d'Alaska au 18<sup>e</sup> siècle, cette science a rebâti les populations jusqu'à l'apparition du genre Homo, voilà 2,8 millions d'années. Plus du quart de nos ancêtres, 25 milliards sur 85, ont vécu avant l'Homo sapiens, apparu il y a environ 200 000 ans.

Pour en revenir à la brusque poussée démographique de la fin de la préhistoire, la cause semble être la sédentarisation. « Ce moment correspond au début de l'agriculture », explique Jean-Noël Biraben, médecin et démographe à l'Institut national d'études démographiques de Paris. « Les populations ont cessé d'être nomades et se sont sédentarisées. Dans un mode de vie nomade, les couples sont souvent trop fatigués à la suite des déplacements, et espacent beaucoup leurs relations sexuelles, ce qui diminue beaucoup leur fécondité. »

De plus, les enfants des nomades, portés en permanence par leur mère, têtent très souvent, explique Pierre Bocquet-Appel, un anthropologue du CNRS de Paris, dans un récent numéro de *Science et Vie*. Cette lactation fréquente inhibe le retour du cycle menstruel et espace les naissances. La sédentarité, en permettant un usage prolongé du berceau, espace les tétées et favorise un retour de couches plus rapide. C'est-à-dire, diminue l'espacement des naissances et augmente le nombre d'enfants par femme.

M. Biraben pense que l'allaitement a pu jouer un rôle dans l'explosion de la fécondité. « La sédentarité facilite l'adoption du berceau, reconnaît-il. Mais les habitudes d'allaitement varient beaucoup entre ethnies, qu'elles soient nomades ou sédentaires. »

Ce genre de petit débat illustre les difficultés auxquelles fait face la démographie préhistorique lorsqu'elle veut interpréter des changements si loin-tains. Ce sujet passionne M. Biraben depuis 30 ans. « Je me suis aperçu dans les années 70 que les démographes ne connaissaient rien à la préhistoire », explique M. Biraben, en entrevue dans son appartement de Saint-Germain-des-Prés. « Réciproquement, les préhistoriens qui se lançaient dans la démographie

préhistorique ignoraient la démographie. Quand j'ai commencé à m'intéresser à la question, les manuels sur la préhistoire contenaient des articles sur la démographie qui n'étaient pas du tout satisfaisants. »

## Explosion mandchoue

Ses analyses ont permis au démographe de la préhistoire de conclure qu'un peu plus de 85 milliards d'hommes auraient foulé la terre depuis l'apparition du genre Homo, voilà 2,8 millions d'années. Plus de six milliards sont en vie aujourd'hui. Sur les 85 milliards, autour de 25 milliards ont vécu avant l'Homo sapiens, apparu il y a environ 200 000 ans, probablement en Éthiopie, et 60 milliards depuis, ce qui équivaut à entre 6000 et 7000 générations. « La

presque totalité de nos ancêtres ont vécu dans la préhistoire, dont nous n'avons commencé à sortir que depuis 150 générations à peine », dit M. Biraben.

Pendant longtemps, la population humaine a vécu en coexistence avec l'homme de Java, dans le Sud-Est asiatique, et l'homme de Néanderthal en Europe. « L'ensemble fluctuait entre 500 000 et 700 000 habitants, au gré des rigueurs ou douceurs du climat. Après un pic de chaleur voilà 100 000 ans, la dernière poussée glaciaire s'est manifestée voilà 70 000 ans, et a duré jusqu'à 8500 ans avant notre ère. » Un goulot d'étranglement, où la population totale est tombée à quelques dizaines de milliers d'individus, a accompagné le début de cette glaciation.

Vers 65 000 ans avant notre ère, l'Homo sapiens s'est montré plus expansif. « Les hommes de Java ont été éliminés entre -65 000 et -60 000. Puis les hommes de Néanderthal entre -42 000 et -26 000. »

Sous les 50 000 ans, M. Biraben

Vers -8600, « on assiste alors à une véritable explosion: en 6000 ans, la population passe de six millions à 100 millions d'individus. »



précise toujours s'il s'agit d'avant ou d'après Jésus-Christ. « Nous avons des chiffres très précis depuis 50 000 ans : 2000 ans, ça compte. C'est aussi relativement précis jusqu'à 100 000 ans. Au-delà, ça ne sert à rien de faire la distinction. » Comme synonyme à « avant Jésus-Christ », le démographe utilise le signe « moins ».

Grâce aux innovations de l'Homo sapiens, la population mondiale a bondi de 600 000 à six millions et s'est maintenue à ce plateau jusqu'à ce que le climat change assez brusquement, vers 8600 ans avant notre ère. C'est alors que la révolution technique du néolithique se forge au Proche-Orient, accompagnée de sédentarisation. « On assiste alors à une véritable explosion : en 6000 ans, la population passe de six millions à 100 millions d'individus, dit M. Biraben. Des agglomérations villageoises, puis urbaines, surgissent. »

La croissance démographique continue avec la métallurgie du bronze et du fer. Puis l'antiquité et le Moyen-Âge ont vu des reculs temporaires de quelques siècles, dus aux guerres et aux maladies émergentes répandues par le commerce. « Par exemple, des maladies apparaissent avec l'extension des voies romaines, ou encore par les invasions, dit M. Biraben. L'invention de la cavalerie en Asie a accéléré les communications, et aussi la transmission des maladies. La population européenne a stagné à un peu plus de 40-45 millions pendant tout le premier millénaire de notre ère, à cause notamment de la désintégration de l'empire romain, et l'arrivée de nouvelles maladies avec les invasions. On peut penser que la peste justinienne explique que l'empereur d'Orient Justinien n'ait pas réussi à reconquérir l'empire romain. Son armée a été dévastée par la peste. »

En Chine, pays dont la population est relativement bien connue grâce à un système de recensement remontant à 2000 ans, les fluctuations sont encore plus importantes : 80 millions d'habitants au début de notre ère, 60 millions en 70 à cause de l'arrivée de la variole, 65 millions en 200, 30 millions en 400 à cause de graves troubles politiques appelés « période des trois royaumes », 110 millions en 1200, à l'apogée de la dynastie Song, puis 70 millions en 1380 après l'expulsion des Mongols.

« Avec la dynastie Ming commence une impressionnante poussée démographique qui ne sera interrompue que par la conquête mandchoue à partir de 1600, dit M. Biraben. Mais la croissance a repris grâce à l'extraordinaire prospérité, pour arriver à 450 millions au milieu 19<sup>e</sup> siècle. Les révoltes, les guerres et l'effondrement économique vont ensuite faire stagner la population, qui ne va reprendre sa croissance qu'avec l'arrivée au pouvoir des communistes, au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. » Pendant la dynastie mandchoue, l'Europe connaissait guerre après guerre, ce qui a accéléré les changements technologiques, mais a aussi limité la croissance de la population.

L'accélération de la croissance démographique s'est accentuée au 20<sup>e</sup> siècle : il a fallu 100 ans pour passer de un à deux milliards d'habitants sur Terre, entre 1804 et

1927, mais seulement 12 pour aller de cinq à six milliards, entre 1987 et 1999.

## Périgord

L'intérêt de M. Biraben pour la démographie préhistorique lui vient de la maison de campagne de son enfance dans le Périgord, près de riches gisements préhistoriques, notamment la grotte de Lascaux. Le médecin-démographe parisien a notamment enseigné à l'Université de Montréal au milieu des années 60, et a écrit entre autres le chapitre préhistoire de la prestigieuse Histoire de la population française.

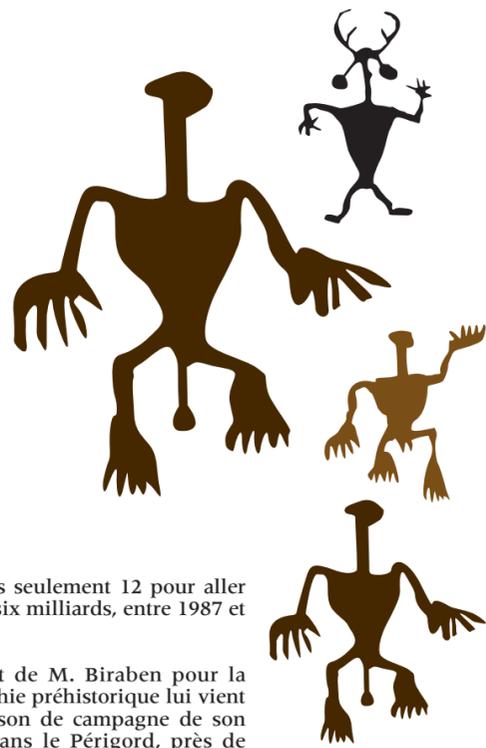
Les « paléocensements » utilisent un mélange de comparaisons et de techniques démographiques. « On sait par exemple que les chimpanzés occupaient vers 1930 un territoire de quatre millions de kilomètres carrés, avec une population de 100 000 à 200 000 individus. Pour des populations plus proches de nous, on utilise le plus souvent des comparaisons avec des populations

Il a fallu 100 ans pour passer d'un à deux milliards d'habitants sur Terre, mais seulement 12 pour aller de cinq à six milliards.

connues ayant une culture comparable sur un territoire sem-blable, dans des conditions climatiques similaires. » M. Biraben a notamment épluché des données russes sur les nomades d'Alaska au 18<sup>e</sup> siècle.

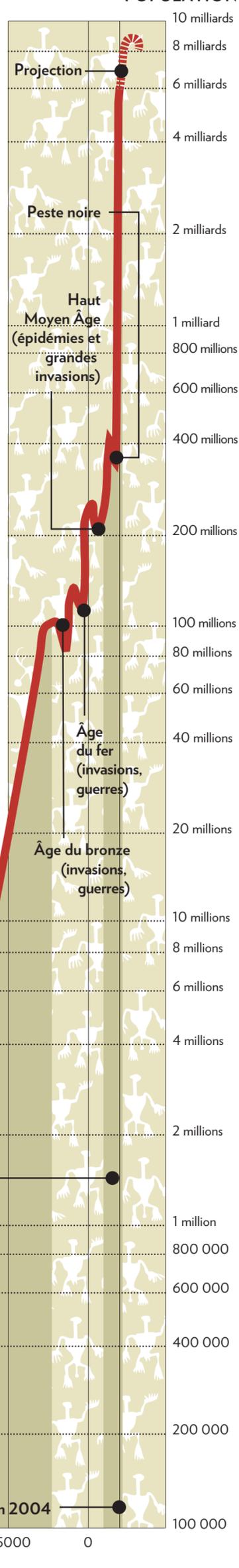
Une dizaine d'autres méthodes peuvent occasionnellement servir à estimer la population locale d'un site ou d'un gisement préhistorique particulier, selon M. Biraben. « Puis on arrive aux premières données chiffrées fournies par les textes. Pour la France, il s'agit du Bellum Gallicum de Jules César, qui mentionne beaucoup de chiffres de populations que l'on peut recouper avec des analyses démographiques. Nous avons trouvé neuf recoupements qui s'avèrent bons. Ou César était statisticien, ou il n'a pas menti. »

Les méthodes « comparatives » utilisées par M. Biraben sont contestées par certains paléontologues, qui ne jurent que par la densité de population rencontrée sur les sites de fouilles et divisent ses chiffres par 10. « Les paléontologues n'arrivent pas à donner des chiffres globaux, ils se concentrent sur les populations locales, se défend M. Biraben. Si on se fonde sur les répartitions par âge au décès qu'ils fournissent d'après les squelettes, on arrive à des populations impossibles, qui disparaîtraient en 100 ans.



LES DESSINS S'INSPIRENT DE PÉTROGLYPHES ANASAZI DÉCOUVERTS DANS LE SUD-OUEST AMÉRICAIN.

## POPULATION



## ÉVOLUTION DU NOMBRE DES HUMAINS DEPUIS 65 000 ANS

(Population et Sociétés, n° 394, octobre 2003)

